

La Gestion Macroéconomique dans les États Fragiles d'Afrique : Enjeux et Défis

Alemayehu Geda

Documents de travail FW-009

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

La Gestion Macroéconomique dans les États Fragiles d'Afrique : Enjeux et Défis

Par

Alemayehu Geda
*Département de l'économie
Université d'Addis Abéba*

CREA Document de Travail FW-009
Consortium pour la Recherche Economique en Afrique, Nairobi
Mars 2022

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2022, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des graphiques

Résumé

1.	Introduction	1
2.	Faits stylisés et cadre analytique	4
3.	Modèle empirique et approche économétrique	23
4.	Données et résultats estimés	29
5.	Conclusion et implications politiques	33
	Remarques	37
	Références	39
	Annexe	47

Liste des tableaux

1.	États fragiles d'Afrique	2
2a.	Fragilité des États et résultats macroéconomiques : États africains fragiles et non fragiles	5
2b.	Capacité de l'État et héritage colonial dans les États fragiles d'Afrique : Impôts et structure fiscale (1984-2004)	8
3.	Qualité des politiques et capacité institutionnelle dans les États fragiles et non fragiles d'Afrique	14
4.	Définition des variables et source des données (1999 à 2014)	29
5.	Résultats du modèle ARDL : Elasticités à court et à long terme (N=16, T=15, 1999-2014)	30
6a.	Transition de la fragilité de l'État et de la gestion macroéconomique : Les résultats des modèles logit et probit	32
6b.	Effets marginaux des modèles logit et probit ci-dessus	33
A1.	Fragilité de l'État à l'aide de divers indices : Une comparaison avec les classifications de la Banque mondiale/AfDB CPIA et de l'OCDE	47
A2.	Causes et durée des conflits et résultats macroéconomiques (échantillon de pays d'Afrique subsaharienne dans l'étude du CREA)	49
A3.	Test de cointégration résiduel de Pedroni	57
A4.	Test de cointégration résiduel de Kao	57

Liste des graphiques

1.	Problèmes de gestion macroéconomique et fragilité des États	11
2.	Flux de ressources issus des exportations de ressources naturelles et de l'aide et ses ramifications macroéconomiques	20
3.	La Commission sur les Fragilités des Etats, le piège de la fragilité	34
4.	Cadre politique pour la gestion macroéconomique dans les États fragiles d'Afrique	36

Résumé

"Le conflit social est inévitable, chaque changement engendre de nouveaux conflits, et la preuve de la réussite des sociétés est leur gestion de ces conflits plutôt que leur absence" (Hirschman, 1995).

Les États fragiles d'Afrique ont besoin d'une gestion macroéconomique unique qui assure la stabilité macroéconomique et garantit la légitimité de l'État afin d'éviter ou de minimiser le risque de reprise des conflits. Cette stabilité macroéconomique dépend de la gouvernance politique et économique et de la nature du financement au développement. L'analyse empirique a confirmé, premièrement, que l'amélioration de la gouvernance et la mise en place d'une politique inclusive et démocratique à long terme et l'amélioration de la politique macroéconomique et des institutions connexes à court terme sont des facteurs importants pour la stabilité macroéconomique. Deuxièmement, en général, l'accumulation de la dette à long terme et la dépendance à l'égard des exportations de ressources naturelles à court terme conduisent à l'instabilité macroéconomique dans les États fragiles d'Afrique. La croissance économique, l'aide et le développement du secteur financier sont utiles pour éviter une telle instabilité et passer de la fragilité de l'État à la résilience. Enfin, étant donné que toutes ces activités sont difficiles à gérer en raison de la faiblesse du capital humain dans ces États, le renforcement des capacités de gestion des conflits est un facteur transversal qui doit être intégré dans tout effort de reconstruction et de consolidation de la paix dans de tels États.

Mots-clés : *États fragiles, conflit, reconstruction post-conflit, croissance, politique macroéconomique, gestion macroéconomique, Afrique*

1. Introduction

La fragilité des États est définie de diverses manières (OCDE 2005 ; DfID, 2005 ; Morcos, 2005, cité dans Prest et al., 2005 : 5). À partir de ces diverses définitions, les États fragiles (EF, dorénavant) présentent des caractéristiques similaires qui incluent : des institutions faibles, un faible niveau de développement du capital humain, un taux de chômage élevé chez les jeunes, une pauvreté et des inégalités importantes, un environnement macroéconomique instable et une histoire de conflits violents qui limitent leur capacité à maintenir un État stable et à fournir des services publics de base (OCDE, 2015 ; Alemayehu, 2011 ; 2017a).

La fragilité des États est une question importante en Afrique, car quatre États fragiles sur cinq dans le monde se trouvent en Afrique (Jones, 2013). En utilisant l'indice harmonisé de l'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) de la Banque africaine de développement (BAD) avec moins de 3,2 (la valeur seuil, dans un score qui va de 1, le plus bas et le pire, à 6, le plus élevé) et la définition plus large de l'OCDE qui inclut également des aspects politiques plus larges de la fragilité des États (FÉ), la liste des pays africains classés comme fragiles est donnée dans le tableau 1. En utilisant la définition de l'OCDE, comme le montre le tableau 1, 31 des 54 pays africains (près de 60 %) qui abritent plus d'un demi-milliard d'Africains peuvent être considérés comme fragiles.

L'analyse de cette étude utilise la définition de la fragilité des États ci-dessus, qui est également basée sur l'indice CPIA. Cependant, différents indices sont utilisés dans la littérature comme indicateurs de la fragilité des États (FE). Pour justifier l'utilisation de l'indice CPIA dans cette étude, et pour vérifier la robustesse de ce choix, le tableau A1 de l'annexe contient des informations qui comparent notre schéma de classification avec quatre autres indices de fragilité de l'État largement utilisés. Le résultat montre que tous les indices sont fortement corrélés avec l'indice CPIA et ont abouti à un schéma de classification des États fragiles africains presque identique à celui utilisé dans cette étude.

La littérature sur la fragilité des États (voir par exemple FMI, 2014) montre que les FE ne sont pas seulement associés à la pauvreté, à la faible croissance et à l'instabilité macroéconomique, mais que le fait d'en sortir et de passer à la résilience dépend, entre autres, de la stabilité macroéconomique et de la croissance partagée. Ces deux éléments sont à leur tour liés aux trois principaux facteurs à l'origine de la fragilité des États: (i) la faiblesse des institutions politiques et économiques; (ii) la

faiblesse du capital humain; et la question connexe de (iii) la vulnérabilité des États fragiles aux chocs extérieurs, au manque de financement et à leurs ramifications macroéconomiques.”.

Tableau 1 : États fragiles d'Afrique

BAD et BM (Banque mondiale) (Basé sur l'indice CPIA <3.2)		Pays supplémentaires utilisant la liste OCDE-CAD 2015
Burundi [CB]	Libye*	Cameron* [WA]
République centrafricaine [CB]	Madagascar (ESA)	Éthiopie
Tchad*	Malawi [ESA]	Kenya [ESA]
Comores	Mali [WC]	Niger [WA]
Congo* [CB]	Mauritanie	Nigeria* [WA]
Côte d'Ivoire* [WA]	Sao Tomé et Príncipe^	Rwanda [CB]
RD Congo* [CB]	Sierra Leone* [WA]	Ouganda [ESA]
Égypte	Somalie	
Érythrée	Soudan	
Guinée* [WA]	Soudan du Sud	
Guinée-Bissau [WA]	Togo [WA]	
Libéria* [WA]	Zimbabwe [ESA]	
Source : FMI, 2014 ; OCDE, 2015. Nombre de pays 24		Source : OCDE (2015) Nombre de pays 24+7=31

* Pays riches en ressources. Les pays écrits en "**gras**" sont des pays ajoutés à la liste de la BAD/BM dans la colonne de gauche. Sao Tomé-et-Principe est le seul pays qui figure sur la liste 2015 de la BAD/BM mais pas sur celle de l'OCDE la même année. Cependant, pour les années 2007-2011, Sao Tomé-et-Principe figurait également sur la liste de l'OCDE.

Conçue dans cette perspective plus large, l'instabilité macroéconomique des EF est une question complexe. Elle peut être le résultat, et donc l'indicateur, de la fragilité de l'État ou sa cause (voir CSFGD, 2018). Elle nécessite donc une gestion macroéconomique complexe et unique. Cette dernière pourrait être définie comme la conception d'une politique macroéconomique appropriée, sa mise en œuvre et son suivi, ainsi que le renforcement des capacités (humaines et institutionnelles) nécessaires pour assurer ces fonctions de manière durable. C'est dans le contexte d'un tel cadre politico-économique que les résultats macroéconomiques, les politiques et leur gestion doivent être compris. Tenter de répondre aux questions macroéconomiques suivantes pourrait éclairer cette compréhension : (a) comment la fragilité des États est-elle liée à l'instabilité macroéconomique ; (b) les États fragiles ont-ils besoin d'une gestion macroéconomique unique, différente de celle des autres États non fragiles ? (c) quelle est la nature du financement au développement, qui est généralement central pour les résultats macroéconomiques en Afrique, dans ces États et quelles sont ses implications pour la gestion macroéconomique ? et enfin (d) quelle est l'implication du manque de capacités (institutionnelles et de compétences), qui est une caractéristique durable de ces États, pour la stabilité macroéconomique ? Cette étude tente de faire la lumière sur ces questions, tant du point de vue analytique qu'empirique.

Le reste de l'étude est organisé comme suit. Dans la deuxième section, nous tenterons de présenter brièvement les faits stylisés concernant les questions de gestion macroéconomique et leurs résultats dans les États fragiles d'Afrique. La section fait valoir que les questions de gestion macroéconomique dans les États fragiles sont uniques. La section deux se concentre également sur la manière de caractériser analytiquement le lien entre la fragilité de l'État et l'instabilité macroéconomique. Elle sera suivie de la section trois qui s'appuie sur le cadre analytique développé dans la section deux et propose l'aspect empirique de l'étude. L'objectif est de découvrir la dimension quantifiable des déterminants de l'instabilité macroéconomique dans les États fragiles d'Afrique. La section quatre présente la conclusion de l'étude.

2. Faits stylisés et cadre analytique

Cette partie traite de la question de l'identification et de la caractérisation des États fragiles africains. Elle s'appuie sur la littérature relative à la fragilité des États. Elle sera suivie par le cadre analytique de l'étude qui tente de saisir les faits stylisés discutés.

Faits stylisés

A. Fragilité de l'État et résultats macroéconomiques

Le tableau 2a montre les résultats macroéconomiques dans les États fragiles et non fragiles d'Afrique pour la période 2002-2016. En général, la croissance et le niveau du PIB par habitant sont plus faibles dans les États fragiles que dans les États non fragiles. Parmi les États fragiles du continent, les pays riches en ressources sont meilleurs à la fois en termes de performance de croissance et de niveau de revenu par habitant.

Les indicateurs de stabilité macroéconomique, qui comprennent l'inflation, les réserves et l'endettement, sont généralement moins bons dans les États fragiles que dans les États non fragiles. Ce résultat est toutefois mitigé entre les EF riches en ressources et les EF pauvres en ressources. Par exemple, au cours de la première demi-décennie qui a débuté en 2002, l'inflation était plus élevée dans les EF pauvres en ressources que dans les EF riches en ressources, tandis que ces derniers ont connu une inflation relativement plus élevée au cours des deux périodes récentes (2007-2016). Les EF riches en ressources étaient plus endettés que les EF pauvres en ressources au cours des deux premières périodes, puis les EF pauvres en ressources sont devenus plus endettés plus tard, au cours des cinq dernières années (2012-2016).

Parmi les indicateurs de la capacité de l'État, les niveaux d'investissement, d'épargne et de recouvrement des impôts sont plus faibles dans les États fragiles que dans les États non fragiles. En ce qui concerne la collecte des impôts et l'épargne en particulier, les niveaux enregistrés dans les EF sont environ deux fois moins élevés que dans les États non fragiles. Si l'on compare ces résultats entre les États fragiles pauvres en ressources et les États riches en ressources, les premiers s'en sortent mieux en termes de recouvrement des recettes, tandis que les seconds s'en sortent mieux en termes d'épargne intérieure (sauf en 2012-2016) et d'investissement. Cette différence peut être due à la présence ou non de ressources naturelles. En ce qui concerne le développement du secteur financier, qui s'avère crucial pour passer des EF à la

résilience, les EF en général et les pays riches en ressources naturelles en particulier ont un secteur financier peu profond par rapport aux pays non fragiles. Comme prévu, les États fragiles riches en ressources dépendent davantage du commerce.

Tableau 2a : Fragilité des États et résultats macroéconomiques : États africains fragiles et non fragiles

Principaux indicateurs de résultats macroéconomiques	États fragiles d'Afrique			États non fragiles d'Afrique		
	2002-2006	2007-2011	2012-2016	2002-2006	2007-2011	2012-2016
Croissance du PIB (% annuel)	4.6	4.9	4.4	6.0	5.3	4.1
PIB par habitant (en dollars constants de 2010)	733.8	812.3	909.2	3,733.8	4,473.5	4,714.2
Inflation, prix consommateurs (% annuel)	25.0	9.1	6.9	10.1	7.5	5.4
Monnaie au sens large, M2/PIB (%)	22.2	24.3	28.0	39.8	44.9	49.7
Encours de la dette extérieure (% du RNB)	100.0	43.8	32.2	59.6	27.4	41.8
Investissement direct étranger, entrées nettes (% du PIB)	4.6	6.4	5.9	4.3	5.2	6.1
Commerce (% du PIB)	76.3	71.2	68.2	90.1	92.2	93.5
Réserves totales en mois d'importations	4.0	3.9	3.0	4.3	4.9	4.6
Création brute de capital (% du PIB)	18.1	20.7	23.1	24.1	25.1	27.6
Épargne brute (% du PIB)	11.6	12.5	11.7	21.0	20.2	18.0
Dépenses de consommation finale des administrations publiques (% du PIB)	19.8	11.8	9.9	20.0	17.7	18.7
Recettes, hors dons (% du PIB)	18.0	16.8	16.9	23.8	27.7	27.9
Recettes fiscales (% du PIB)	11.3	11.6	14.2	19.1	21.2	22.3

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données de la Banque mondiale (2018).

Note : Le chiffre des pays non fragiles est basé sur les données de l'Angola, du Bénin, du Botswana, du Burkina Faso, du Gabon, de la Gambie, du Ghana, de la Guinée équatoriale, du Lesotho, de Maurice, du Mozambique, de la Namibie, du Sénégal, des Seychelles, de l'Afrique du Sud, de la Tanzanie et de la Zambie.

En somme, de faibles résultats macroéconomiques caractérisent les États fragiles d'Afrique. Alors que les États fragiles pauvres en ressources obtiennent de meilleurs résultats pour 8 des 13 indicateurs macroéconomiques présentés dans le tableau 2a, les États fragiles riches en ressources n'obtiennent de meilleurs résultats que pour 5 des 13 indicateurs. Ces résultats macroéconomiques suggèrent également la nature relativement faible des États dans les EF, bien que cela puisse également être lié à l'héritage historique (colonial) de la fondation de l'État dans ces pays (voir ci-dessous).

Deux autres points intéressants ont pu être observés concernant les résultats macroéconomiques dans les EF. Premièrement, certains résultats macroéconomiques, tels que l'inflation ou la faible perception des impôts, pourraient être le résultat d'une lutte entre groupes d'intérêts pour l'obtention de ressources.¹ Dans ces pays, le fait d'être au gouvernement est important car il peut être utilisé pour enrichir ces groupes

ou/et les ressources gouvernementales sont généralement perçues comme des ressources pouvant être détournées par ces groupes. À titre d'exemple, la politique monétaire laxiste et l'inflation, la crise de la balance des paiements et l'endettement qui en résultent en Éthiopie depuis l'échec des élections démocratiques de 2005 sont, dans une large mesure, le résultat d'une telle politique visant à profiter aux entreprises appartenant au parti au pouvoir, aux hommes d'affaires associés au parti au pouvoir et aux généraux de haut rang qui dirigent les entreprises publiques et sont impliqués dans la corruption massive.

Cela a également pris une dimension ethnique, compte tenu de la nature du système politique du pays. Cela a conduit à des manifestations de masse qui se sont intensifiées de 2016 à 2018, ce qui a finalement abouti à un changement de régime et à l'arrivée au pouvoir d'un nouveau Premier ministre en 2018. Le nouveau Premier ministre a immédiatement lancé l'assaut contre la grande corruption et a pourtant hérité d'une macroéconomie instable et mal gérée. Deuxièmement, bien que la fragilité des États soit invariablement associée à l'instabilité macroéconomique, la gravité de cette dernière est également liée à l'intensité et à la durée du conflit.² Dans le tableau A2 de l'annexe, nous avons brièvement présenté la nature du conflit et les indicateurs d'instabilité macroéconomique connexes (croissance et inflation) dans un échantillon de pays qui font partie de l'étude du CREA. Le tableau A2 en annexe comprend également des preuves économétriques similaires entre pays du continent. Les informations contenues dans le tableau A2 de l'annexe montrent que lorsque la durée du conflit est longue et que l'intensité du conflit a augmenté au fil du temps, la gravité de l'instabilité macroéconomique était également fortement associée à l'intensité et à la durée de ces épisodes de conflits. Dans certains pays comme le Kenya et l'Éthiopie, le conflit est sporadique et les résultats macroéconomiques sont médiocres (ils sont intenses et apparaissent pendant la période des élections au Kenya et pendant le changement de régime en Éthiopie).

B. Héritage historique et capacité de l'État dans les États fragiles d'Afrique

La fragilité de l'État est liée à sa capacité. Une interface entre la fragilité de l'État et l'héritage de la structure coloniale qui a façonné la capacité de l'État montre également un schéma intéressant (voir Alemayehu, 2002 ; 2019 ; Mkandawire, 2010). Bien que le colonialisme ait façonné la structure économique de manière similaire dans toute l'Afrique, on peut néanmoins observer certaines variations de ce schéma général entre différentes macro-régions d'Afrique. En laissant de côté l'Afrique du Nord, Nzula et al (1979³) et Amin (1972) ont classé le reste du continent en trois régions distinctes, en fonction de leur structure coloniale. Premièrement, "l'Afrique des réserves de main-d'œuvre", que Nzula et al (1979) ont appelée "Afrique orientale et australe". Deuxièmement, "l'Afrique de l'économie coloniale" (Nzula et al., 1979 ont appelé cette région "Afrique occidentale britannique et française"). La troisième est "l'Afrique des sociétés concessionnaires", que Nzula et al. (1979) ont appelée "Congo belge et Afrique équatoriale française". La distinction fondamentale entre ces régions

découle de la manière dont les puissances coloniales ont réglé la "question foncière" et organisé la colonie sur la façon d'extraire les ressources. Cela a eu (et a toujours) des implications sur la structure et la capacité de l'État qui s'étendent jusqu'à aujourd'hui (Nzula et al., 1979 ; Alemayehu, 2002 ; 2019 ; Mkandawire, 2010).⁴ Ce programme de classification montre également, entre autres, les besoins fiscaux historiques de l'administration coloniale, qui ont une incidence sur la capacité de l'État et les résultats macroéconomiques connexes, ce qui inclut les niveaux et la structure des impôts des pays africains après l'indépendance. Ce sont des indicateurs importants de la capacité de l'État dans les EF d'Afrique.

Si l'on considère ces macro-régions, la partie sud-est de l'Afrique, " l'économie de réserve de main-d'œuvre (LRE) " est souvent associée à la ségrégation raciale, et à la main-d'œuvre migrante qui comprend les tristement célèbres urbanités. L'"économie blanche" a fait appel à ces réserves de main-d'œuvre pour répondre à ses besoins (Alemayehu, 2002 ; Mamdani, 2018). Dans certaines de ces économies de colons où les minorités dominent les majorités, il y avait un fort intérêt pour la sécurité, ce qui a induit un fort appareil d'État pour l'administration et la garantie de la sécurité (Mkandawire, 2010). Ces caractéristiques ont engendré un certain nombre d'éléments politico-économiques, notamment des bureaucraties plus importantes et donc une capacité étatique élevée, ainsi qu'un niveau élevé d'inégalité. En Afrique de l'Ouest et du Centre, les "économies coloniales de cultures de rente" (AOC), la production était confiée aux paysans tandis que la commercialisation était dominée par des maisons de commerce monopolistes et, plus tard, après l'indépendance, par des offices de commercialisation d'État (Alemayehu, 2002 ; 2019 ; Mkandawire, 2010). Dans ce cas, la taxation s'effectuait en grande partie à travers les canaux de commercialisation et les taxes de vote, et par leur utilisation de prix d'exploitation (Bauer, 1954 cité dans Mkandawire, 2010 ; Alemayehu, 2019). Dans l'Afrique des économies basées sur les "sociétés concessionnaires" (CCE), les puissances coloniales ont donné aux entreprises privées des concessions sur de grandes terres pour la production de cultures ou pour l'extraction de minéraux. Le travail forcé, la taxation et le vol plutôt que la production et les investissements de développement en étaient les principales caractéristiques (Alemayehu, 2002 ; Mkandawire, 2010).

Les phénomènes historiques susmentionnés et leur héritage ont un impact durable sur les niveaux et les structures d'imposition et sur les capacités de l'État en la matière (Mkandawire, 2010). Par conséquent, à l'indépendance, les économies de réserve de main-d'œuvre (ERM) disposaient de structures étatiques plus élaborées et d'États répressifs redoutables.⁵ qui ont donné lieu à des mécanismes élaborés de collecte des impôts et donc à une part d'impôts (du PIB) beaucoup plus élevée que les régions CCE et AOC (tableau 2b). En outre, il y avait (et il y a toujours) des différences significatives dans le niveau et la structure de la fiscalité entre ces macro-régions. Les LRE avaient et ont toujours des impôts intérieurs élevés et dépendent davantage des impôts directs. Ces derniers sont plus difficiles à collecter, et montrent donc l'existence d'une capacité étatique élevée que leurs homologues d'AOC et de CCE. De même, la région AOC dépend beaucoup plus des taxes commerciales que

les LRE (tableau 2b). En outre, cet héritage colonial a des répercussions sur deux autres caractéristiques de l'économie politique : les LRE présentent un niveau élevé d'inégalité et de structuration de l'économie par rapport aux économies de cultures commerciales (Mkandawire, 2010). Ces caractéristiques, comme le montre le tableau 2b, sont également visibles dans les économies de rente d'Afrique et semblent avoir influencé la capacité de l'État, avec ses implications pour la fragilité de l'État et les résultats macroéconomiques y afférents.

Ainsi, le tableau 2b montre, à l'instar des conclusions de Mkandawire (2010), que la part des impôts est la plus élevée dans les LRE, suivies par les économies CCE dans les EF d'Afrique. De plus, les taxes intérieures sont plus importantes dans les LRE et les CCE que dans les AOC. De même, les taxes commerciales et indirectes sont plus importantes en AOC qu'en LRE (j'ai également trouvé des résultats similaires en utilisant des données fiscales plus récentes et plus complètes, qui sont compilées par UN-WIDER, non rapportées). Ainsi, la nature de la capacité de l'État aujourd'hui n'est pas un accident et est liée à la structure politique et économique héritée de l'histoire coloniale du continent. Il est donc impératif de prendre en compte l'impact durable de cet héritage structurel dans toute analyse macroéconomique et tout effort de renforcement des capacités dans les services financiers en Afrique (voir Alemayehu, 2017c) - par exemple, le renforcement des capacités de l'État pourrait être plus important dans les services financiers en Afrique de l'Ouest et du Centre que dans les services financiers en Afrique du Sud, qui pourraient avoir besoin de plus de réformes.

En gros, les résultats macroéconomiques observés dans cette section soulignent la nécessité d'accorder une importance particulière aux questions macroéconomiques dans le cadre des efforts déployés pour relever les défis de fragilité des Etats en Afrique. Cela suggère également la nécessité de disposer d'une politique macroéconomique unique adaptée aux conditions de fragilité de l'étape, une question abordée ci-après. En ce qui concerne la causalité, bien que la causalité puisse être bidirectionnelle et qu'il s'agisse généralement d'une question empirique, en général, la causalité semble aller de fragilité des Etats aux résultats macroéconomiques, comme on peut le voir ci-dessous.

Tableau 2b : Capacité de l'État et héritage colonial dans les États fragiles d'Afrique : Impôts et structure fiscale (1984-2004)

L'Afrique de l'économie de la réserve de la main-d'œuvre	Impôts/ PIB (%)**	Taxe commerciale (%)	Impôt national (%)	Impôts directs (%)	Impôts indirects (%)
Kenya	18.75	17.1	17.96	29.38	50.68
Madagascar	9.19	43.24	24.27	14.96	66.76
Malawi	16.87	16.06	34.79	50.19	35.38
Zimbabwe	23.10	10.91	36.15	46.66	44.20
Moyenne	17.0	21.8	28.3	35.3	49.3

suite page suivante

Tableau 2b Continué

L'Afrique de l'économie de la réserve de la main-d'œuvre	Impôts/ PIB (%)**	Taxe commerciale (%)	Impôt national (%)	Impôts directs (%)	Impôts indirects (%)
Afrique de l'Ouest (Afrique de l'économie de rente)					
Bénin	11.67	50.96	17.05	26.11	69.36
Cameroun	13.56	16.03	36.37	30.67	53.15
Tchad	5.75	13.46	11.78	17.89	36.57
Côte d' Ivoire	16.86	34.72	28.13	20.32	60.92
Guinée	11.57	13.53	31.53	7.71	85.46
Guinée-Bissau	3.80	18.77	42.87	9.40	18.39
Mali	11.89	38.54	24.55	15.33	64.01
Mauritanie	16.35	29.77	18.05	23.57	45.66
Niger	8.15	42.62	19.03	25.20	61.65
Nigeria	18.85	9.67	6.90	38.08	16.52
Sierra Leone	8.73	nd	17.34	22.45	66.29
Togo	15.23	37.79	14.92	31.47	52.79
Ouganda	8.51	49.80	26.68	14.21	78.48
Moyenne	11.6	29.6	22.7	21.7	54.6
Afrique des sociétés concessionnaires					
Burundi	15.20	24.33	38.27	22.53	62.97
République Centrafricaine	7.89	31.71	35.4	22.46	67.11
Congo Rép.D	5.34	23.76	26.58	27.29	50.34
Congo, Rép.P	22.27	10.44	21.558	52.22	32.38
Rwanda	9.89	31.83	39.63	24.79	72.14
Moyenne	12.1	24.4	32.3	29.9	57.0
Economies de réserve de main-d'œuvre (Toute l'Afrique, moyenne) *	22.70	21.76	30.82	36.46	50.55
Economies de réserve sans main-d'œuvre (Toute l'Afrique, moyenne) *	12.16	28.16	26.24	23.39	56.12

Source : Calcul de l'auteur basé sur les données fournies dans Mkandawire (2010), p.1652

Note : *Il s'agit des chiffres de Mkandawire utilisant 12 économies africaines "réserve de main-d'œuvre" et 24 économies africaines "sans réserve de main-d'œuvre" (à la fois fragiles et non fragiles). Dans cette classification, j'ai également suivi Mkandawire (2010) qui a suivi Oliver et Atmore (1967) en plaçant l'Ouganda et la Tanzanie dans l'économie des cultures de rente (Afrique de l'Ouest élargie); ** Tous les chiffres sont donnés en tant que part des recettes totales, y compris les subventions, sauf pour la part des impôts (1ère colonne), qui est donnée en tant que part du PIB.

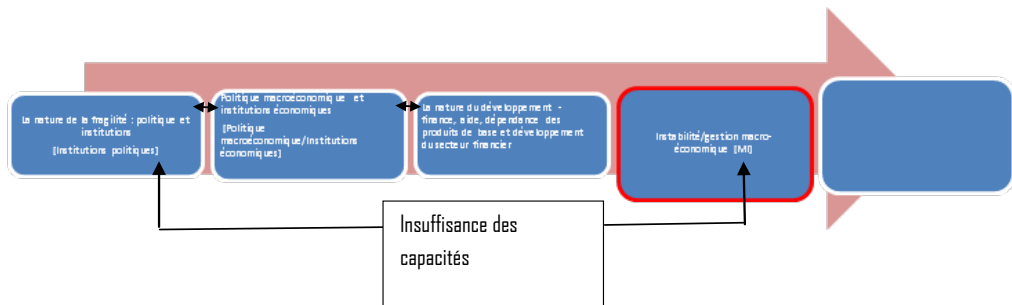
Le cadre analytique : Trois caractéristiques macroéconomiques fondamentales des États fragiles en Afrique

La littérature sur les FÉ a mis en évidence que la démocratie politique et la croissance partagée sont des éléments indispensables pour échapper à la fragilité des États. Ces éléments sont à leur tour conditionnés par un environnement macroéconomique stable. Ce dernier a en outre l'avantage unique de conférer une légitimité au gouvernement. Toutefois, la causalité peut ne pas être à sens unique, c'est-à-dire que l'instabilité macroéconomique peut résulter du conflit et de la nature de la croissance (qu'il s'agisse d'une croissance partagée ou non, accompagnée de transformations structurelles et de création d'emplois ou non) (Alemayehu et al., 2008 ; 2017a). Elle pourrait également être le résultat de la nature du financement au profit du développement et de l'état du secteur financier (Addison et al., 2005) et des capacités humaines et institutionnelles du pays (Alemayehu, 2011). Ainsi, une gestion macroéconomique judicieuse dans les EF d'Afrique exige de comprendre le lien entre ces facteurs ; c'est-à-dire, et en somme, qu'il est impératif d'examiner le lien entre l'instabilité macroéconomique et l'instabilité économique :

- a) la caractéristique fondamentale de la fragilité des États :
 - (i) la faiblesse des institutions politiques et économiques et le manque de capacités qui en découle,
 - (ii) la vulnérabilité aux chocs externes et l'incapacité d'y répondre de manière adéquate, et
- b) les caractéristiques fondamentales du financement du développement dans ces économies :
 - (i) la dépendance à l'égard des ressources naturelles ou d'un afflux important d'aide (et son effet politique et macroéconomique), et
 - (ii) un secteur financier faible ou détruit et la nécessité de le reconstruire.

Cette interrelation est résumée dans la Figure 1.

Figure 1 : Problèmes de gestion macroéconomique et fragilité des États



L'une des principales répercussions de cette relation complexe entre la FE et l'instabilité macroéconomique est que ces États sont confrontés à des défis macroéconomiques uniques, et nécessitent donc une gestion macroéconomique unique, différente de celle des autres pays (non fragiles) d'Afrique. La raison en est la suivante : premièrement, une caractéristique très importante de ces sociétés est qu'il existe un risque élevé de retomber dans un conflit dans une dizaine d'années, et la littérature indique que la performance économique a un effet important sur ce risque (Miguel et al., 2004 ; Collier et al., 2004 ; Collier, 2009 ; Alemayehu, 2011 ; FMI, 2014). Par conséquent, la politique économique, par exemple les politiques relatives à la création d'emplois, a le potentiel supplémentaire de contribuer à réduire le risque de reprise du conflit. Cela est d'autant plus important que d'autres politiques, telles que la démocratisation et l'augmentation des capacités de sécurité, ne semblent pas réduire ce risque (Collier et al., 2004 ; Collier, 2009).

Deuxièmement, la mise en œuvre de politiques macroéconomiques judicieuses et le renforcement des institutions à cette fin sont importants non seulement pour assurer la stabilité macroéconomique, mais aussi pour signaler la légitimité de l'État, qui est invariablement à l'origine des conflits dans ces sociétés (FMI, 2014). Par exemple, les réformes de la gestion des finances publiques, qui comprennent la gestion des revenus dans les pays riches en ressources, sont importantes pour passer de la FE à la résilience, car elles renforcent la légitimité de l'État en augmentant la transparence, la responsabilité et l'efficacité (Besley et Persson, 2011, cité dans FMI, 2014 ; FMI, 2014).

Troisièmement, les États fragiles ne sont généralement pas en mesure de corriger pleinement leurs propres faiblesses, soit parce qu'ils n'ont pas l'autorité pour le faire, soit parce que ces gouvernements ne veulent pas corriger des faiblesses particulières, telles que l'exclusion sociale et politique, soit parce que ces gouvernements ont des ressources humaines et financières très limitées et que la liste des réalisations à effectuer est très vaste, et qu'ils ne peuvent pas - quelle que soit leur volonté - corriger tous les défauts par eux-mêmes (Iqbal et Starr, 2008 ; Chauvet et Collier, 2008 ; IDA,

2007 ; Alemayehu, 2011). Les États fragiles n'ont pas non plus la capacité de réagir de manière adéquate aux chocs extérieurs, et une tierce partie a donc un rôle important à jouer. C'est pourquoi la dépendance vis-à-vis des partenaires de développement ou d'une tierce partie pour obtenir cette capacité à court terme et le renforcement des capacités à long terme sont au cœur de ces interventions (Ncube et Jones, 2013 ; Burnside et Dollar, 2000 ; Dollar et Kraay, 2001 ; Iqbal et Starr, 2008 ; Chauvet et Collier, 2008 ; IDA, 2007 ; Carment et al., 2008 ; McGillivray, 2007 ; Alemayehu, 2011 ; Alemayehu et Kayizzi-Mugwera, 2013).

Quatrièmement, un nombre important de ces États sont riches en ressources ou fortement dépendants de l'aide. Ce dernier point est, en particulier, le cas dans les EF non riches en ressources. Cela entraîne des défis uniques en matière de gestion macroéconomique et budgétaire. Si l'on ne parvient pas à les résoudre de manière professionnelle, transparente, redevable et démocratique, on risque de retomber dans le conflit.

Enfin, compte tenu des facteurs susmentionnés, la gestion macroéconomique est importante car, comme l'ont noté Mlambo et al. (2009), les pays en situation de conflit civil et ceux qui en sortent se caractérisent par une instabilité macroéconomique, avec une inflation élevée, des marchés de change parallèles actifs, avec de grands écarts entre le marché officiel et le marché parallèle des taux de change et une forte propension à être endettés (Obidegwu, 2004 ; FMI, 2014 ; tableau 2a).

En somme, cette relation complexe entre EF et instabilité macroéconomique, telle que résumée dans le cadre analytique de l'étude et représentée par la figure 1, pourrait être catégorisée en trois caractéristiques macroéconomiques de base des États fragiles africains. Chacune de ces caractéristiques est brièvement abordée dans la suite de cette sous-section.

Institutions politiques et économiques faibles et vulnérabilité aux chocs externes

La plupart des États fragiles sont caractérisés par un faible revenu par habitant, un taux de chômage élevé chez les jeunes, un niveau élevé de pauvreté et d'inégalité, des institutions faibles qui incluent un faible niveau de développement humain, entre autres (Ali, 2009 : 27-32 ; Alemayehu, 2011)⁶. La littérature (voir par exemple FMI, 2014) montre également que sortir de la fragilité des États pour entrer dans la résilience dépend, entre autres, de la stabilité macroéconomique et d'une croissance durable et partagée. Cela montre qu'il faut s'attacher à comprendre comment l'instabilité macroéconomique est liée à la "faiblesse des institutions politiques et économiques" et à la question connexe de la vulnérabilité des États fragiles aux chocs extérieurs et au financement.”

A. Faiblesse des institutions politiques et économiques ainsi que la gestion macroéconomique

La littérature sur la FE affirme que la faiblesse des institutions politiques et économiques est la principale cause de la fragilité des États (Ncube et Jones, 2013 ; FMI, 2014 ; Collier et Hoeffler, 2002b; Fearon et Latin, 2003; Cramer, 2001; 2006; Sambanis, 2001; Reynan-Querol, 2002; Elbadawi et Sambanis, 2002b; Bertocchi et Guerzoni, 2010). Parmi ces institutions faibles, celles de la gestion économique, telles que l'absence d'une banque centrale indépendante, d'autorités fiscales et d'un secteur financier stable, sont les principales causes de l'instabilité macroéconomique, qui entrave une croissance soutenue et partagée (Acemoglu et al., 2003 ; Addison et al., 2005). En utilisant le modèle de classification des États fragiles basé sur le CPIA, Jones (2013) a noté que pour un certain nombre d'indicateurs étatiques et institutionnels de l'IGRC, tels que la qualité de la bureaucratie, la présence de l'armée dans la politique, l'efficacité du gouvernement, le contrôle de la corruption et l'État de droit, il a fallu 15 à 30 ans aux États fragiles à réforme rapide du 20^e siècle pour atteindre ce qui pourrait être décrit comme un niveau seuil de bonne gouvernance (Jones, 2013). Ainsi, dans ces États, la faible capacité institutionnelle qui inclut la gestion macroéconomique est l'une des contraintes les plus contraignantes pour la croissance, la stabilité macroéconomique et la paix durable (Besley et Persson, 2011 cité dans FMI, 2014). La mise en place de telles institutions de gestion macroéconomique comprend :

- (i) La mise en place d'institutions financières et fiscales publiques et leur bonne gestion (y compris la gestion des recettes dans les pays riches en ressources) qui vise à renforcer la légitimité de l'État en augmentant la transparence, la responsabilité et l'efficacité ;
- (ii) mettre en place une banque centrale indépendante, une politique monétaire et de change idoine et un secteur financier efficace et stable ; et
- (iii) Construire un environnement réglementaire et institutionnel propice à la stabilité macroéconomique et financière, à l'investissement et à la croissance inclusive (FMI, 2014 ; Addison et al., 2005).

Dans les États fragiles devenus résilients, la mise en place de telles institutions et les réformes entreprises dans ces institutions ont eu pour résultat, selon l'étude du FMI (2014), dans une baisse marquée de l'inflation, qui est un indicateur important de la stabilité macroéconomique. Ces pays ont également vu se renforcer les capacités de leurs banques centrales, ce qui leur a permis de maintenir un régime de change prévisible et d'élaborer un cadre de politique monétaire et de taux de change efficace (FMI, 2014).

L'aspect mesurable de l'impact de ces institutions politiques et économiques et des politiques connexes peut également être lu dans le tableau 3, qui est basé sur l'indice CPIA et ses quatre groupes. Du point de vue de la gestion macroéconomique, le groupe A suivi du groupe B sont les plus importants. Du point de vue de la politique sociale et politique, les groupes C et D sont importants.

Si l'on utilise les indicateurs globaux (tous les groupes), les performances institutionnelles et politiques des services financiers en Afrique sont généralement médiocres, n'obtenant qu'environ 50 % du score maximum. La performance est la plus mauvaise dans les politiques et les institutions liées à la gestion du secteur public (groupe D), suivie par les politiques structurelles (groupe B). Bien que la performance des services financiers riches en ressources soit relativement plus faible, l'écart de performance avec les services financiers pauvres en ressources n'est pas si important. La performance dans les clusters inclusion sociale et équité (cluster C) est généralement la plus faible dans les comtés riches en ressources. Comme le montre également la Banque mondiale (2015), les pays qui ont connu une baisse de ces derniers indicateurs étaient généralement en situation de conflit, ce qui indique l'importance de ces politiques sociales dans les États fragiles en général et dans les pays riches en ressources en particulier.

Les deux dernières colonnes du tableau 3 montrent également le niveau relativement faible des capacités des EF d'Afrique, qui sont basées sur l'indice de développement humain (IDH) du PNUD et l'indice global de l'indicateur de capacité africaine (ACI) de la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF).⁷ Ces indicateurs sont jugés très mauvais pour les EF d'Afrique, par rapport à la moyenne du continent et par rapport aux pays les plus performants du continent. En 2017, les pays qui avaient un classement allant du 156ème (Zimbabwe, 0535) au 189ème (le plus bas, le Niger, avec un score de 0354) en termes d'IDH sont considérés comme des États fragiles africains (Note: le premier pays en termes d'IDH dans le monde, la Norvège, a obtenu un score de 0,953 la même année, voir PNUD, 2018).).

Tableau 3 : Qualité des politiques et capacité institutionnelle dans les États fragiles et non fragiles d'Afrique

	Moyenne pour la période 2013-2017 (1=faible ; 6=élevé)				PNUD/IDH	ACBF/ACI (%)
	Cluster A Gestion écono- mique	Cluster B - Politiques struc- turelles	Cluster C Politiques pour l'inclusion sociale / équité	Cluster D Gestion du secteur public et institu- tions	(données pour 2014 ; échelle, 0 à 1))	(données pour 2015)
Fragile	3.1	3.0	3.1	2.8	0.467	50.6
Riches en ressources	3.1	2.9	2.8	2.5	0.463	48.8
Non - riches en ressources	3.2	3.1	3.1	2.9		
Autres, à titre de comparaison						
Afrique non fragile	3.4	3.5	3.4	3.2		
Toute l'Afrique					0.524	52.6*
Les 3 premiers pays d'Afrique					0.711	68.7

Note : *La valeur de l'ACI varie de 20,7% (République centrafricaine ; RCA), la valeur la plus faible, à 70,8% (Cap-Vert), les résultats médians étant généralement satisfaisants.

Enfin, il est impératif de noter que la gestion macroéconomique, qui est à son tour fortement associée aux institutions politiques et économiques, est primordiale pour sortir de la fragilité étatique. Comme le montre également l'étude du FMI (2014), les efforts de reconstruction des capacités et des institutions économiques se sont concentrés sur trois domaines : la gestion des finances publiques (GFP), en particulier le processus budgétaire ; la mobilisation des recettes ; et le renforcement de la banque centrale et du secteur bancaire, qui sont très importants pour ramener la stabilité macroéconomique perdue en période de conflit. L'étude du FMI a également noté que, dans la plupart des cas, ces États fragiles d'Afrique ont retrouvé une bonne gestion macroéconomique dans les deux à quatre ans suivant le conflit (FMI, 2014).

Ces institutions de gestion macroéconomique sont entremêlées avec les institutions politiques. La littérature sur les facteurs à l'origine de la fragilité des États montre que ces États présentent les caractéristiques suivantes : peu de contraintes sur le pouvoir exécutif et absence de libertés civiles (Bertocchi et Guerzoni, 2010 ; David et al., 2011 ; Collier et Hoeffler, 2004 cité dans FMI, 2014), une histoire de conflit (Collier et Hoeffler, 2004 cité dans FMI, 2014), et une gouvernance et des institutions faibles (David et al., 2011 cité dans FMI, 2014). Ces facteurs sont fortement associés à l'instabilité macroéconomique. Ils peuvent également être lus dans la récente étude empirique du FMI (2014) basée sur des pays différents, qui montre, premièrement, que la fragilité est très persistante et que devenir résilient est associé à : (i) de bons indicateurs macroéconomiques, des investissements privés et des termes de l'échange favorables ; (ii) des marges de manœuvre en matière de politique budgétaire, en particulier celles mesurées comme la capacité à augmenter les recettes publiques ; et (iii) un soutien international. Deuxièmement, le pays africain fragile médian riche en ressources a moins de chances de devenir résilient que le pays fragile médian pauvre en ressources du continent. Enfin, l'étude a souligné l'importance du renforcement des capacités pour la stabilité macroéconomique (FMI, 2014). Les études de cas présentées dans la même étude ont confirmé ces résultats transnationaux.

B. Vulnérabilité aux chocs externes

L'un des effets les plus importants de la faiblesse des institutions politiques et économiques est que les chocs provenant du secteur extérieur et les chocs naturels tels que la sécheresse ont une forte incidence sur la gestion macroéconomique (FMI, 2014 ; Banque mondiale, 2015 ; Alemayehu, 2019). Ainsi, l'incapacité à trouver une réponse politique appropriée à ces chocs est leur caractéristique durable. Cela découle des caractéristiques générales de ces États, qui dépendent soit de l'aide, soit des produits de base, soit des deux, ce qui les rend vulnérables aux chocs extérieurs. Ces pays n'ont pas la capacité d'apporter une réponse politique appropriée à ces chocs, ce qui constitue l'un des principaux défis à relever pour sortir de la fragilité des États (Jones, 2013; Ncube et Jones, 2013; FMI, 2014; Banque mondiale, 2015). Le renforcement des capacités est donc très important. Les études sur le renforcement

des capacités dans les États fragiles soulignent trois domaines essentiels (voir Addison et al., 2005; Alemayehu, 2011): le renforcement des capacités pour répondre: (i) aux besoins immédiats des États sortant d'un conflit, ce qui inclut les activités de secours d'urgence; (ii) aux causes économiques et politiques fondamentales du conflit; et (iii) aux questions de financement du développement et de reconstruction du secteur financier. Les politiques macroéconomiques doivent donc être conçues de manière à répondre simultanément à ces défis de renforcement des capacités tout en visant à assurer la stabilité macroéconomique (Cramer, 2006; Ali, 2009; Ajakaiye et Ali, 2009; Alemayehu, 2011; Jones, 2013; ACBF, 2013).

En somme, comme l'a noté le FMI (2014), les États fragiles d'Afrique présentent généralement un risque élevé d'instabilité politique et économique et la transition entre la fragilité de l'État et la résilience, cette dernière étant définie comme une condition dans laquelle une force institutionnelle, une capacité et une cohésion sociale suffisantes permettent à l'État de promouvoir la sécurité et le développement et de répondre efficacement aux chocs (FMI, 2014). L'implication pour la gestion macroéconomique est qu'elle doit être encadrée dans un tel contexte plus large de réforme politique et de renforcement des capacités institutionnelles (FMI, 2014; Banque mondiale, 2015).

Nature du financement du développement et ses ramifications macroéconomiques

La nature du financement du développement, comme la monétisation du déficit, la dépendance à l'égard des exportations de ressources naturelles ou de l'aide, et la question connexe de la reconstruction du secteur financier sont importantes pour la stabilité macroéconomique des États fragiles. Dans les États fragiles pauvres en ressources, l'aide est généralement le principal flux financier, suivi par les envois de fonds et les investissements directs étrangers (IDE). Dans ces États, l'aide n'est pas seulement indispensable pour éviter une rechute dans le conflit, mais elle peut aussi déclencher d'autres flux (Jones, 2013). Pour les États fragiles riches en ressources, les recettes provenant de l'exportation de ces ressources dominent le financement du développement. En plus de la politique de gestion de ces ressources, l'afflux de ressources provenant de l'exportation de ressources naturelles a des implications macroéconomiques similaires à l'afflux important d'aide qui nécessite une gestion macroéconomique efficace (Alemayehu, 2002). Ces questions sont abordées ci-après.

A. Dépendance aux ressources naturelles et fragilité des États

Un certain nombre d'États fragiles africains se caractérisent par une forte dépendance à l'égard des exportations de ressources naturelles pour financer le développement. Par exemple, la part des minéraux dans les exportations totales de marchandises est d'environ 78 %, 65 % et 54 % pour la République démocratique du Congo, la Guinée et le Sierra Leone, respectivement. De même, le carburant représente environ 90% des

exportations au Soudan (et récemment au Soudan du Sud) et au Tchad, environ 98% en Angola et environ 80% en République du Congo en 2013 (Jones, 2013 ; Alemayehu 2019).

Les études empiriques sur les conflits montrent que cette dépendance aux produits de base est fortement associée au risque de conflit (Collier et Hoeffler, 2002b ; Elbadawi et Sambanis, 2008 ; Reynay-Querol, 2002 ; Fearon et Latin, 2003 ; PNUD, 2011). Plus précisément, par exemple, Elbadawi et Sambanis (2000b) ont constaté que la dépendance à l'égard des ressources naturelles est l'un des quatre facteurs importants qui déclenchent la guerre en Afrique⁸. De même, Collier et Hoeffler (2002b) ont noté qu'à son plus haut niveau (les exportations primaires représentant 32 % du PIB), le risque de guerre civile dû à la dépendance aux matières premières est d'environ 22 %. En outre, la gouvernance des revenus issus de ces exportations de ressources naturelles figure parmi les principaux facteurs de fragilité des États dans de nombreuses études (Cramer, 2006 ; Ali, 2009 ; Ajakaiye et Ali, 2009 ; Alemayehu, 2011 ; Jones, 2013 ; Ncube et Jones, 2013 ; ACBF, 2013).

Du côté positif, le FMI (2014) a noté que les améliorations du secteur extérieur ont bénéficié récemment aux pays riches en ressources en leur permettant d'atteindre une meilleure croissance et une inflation plus faible. Cependant, l'étude montre également que seuls quatre des dix États fragiles africains riches en ressources de leur échantillon ont amélioré leurs institutions fiscales. En outre, les investissements privés n'ont pas non plus repris (FMI, 2014). Les pays dépendants des ressources qui ont évité les conflits ont mené une politique macroéconomique sensible aux conflits, qui comprend l'expansion du crédit de manière transparente. En outre, les politiques visant à augmenter l'investissement et à maîtriser l'inflation en même temps, la revitalisation du secteur privé et la promotion de l'investissement public visant à la création d'emplois et à la diversification, un taux de change raisonnable visant à rendre le secteur non lié aux ressources compétitif et diversifié, une gestion efficace des recettes, l'élargissement de l'assiette fiscale et l'affectation des recettes pour assurer une distribution progressive des richesses afin de remédier aux inégalités verticales et horizontales, le tout de manière coordonnée, sont également importants (PNUD, 2011 ; FMI, 2014).

B. Dépendance à l'égard de l'aide et fragilité des États

L'aide est importante pour les États fragiles. Elle est principalement utilisée pour financer les opérations de secours au stade initial, et la reconstruction physique et la réintégration sociale, entre autres, au stade final ; en bref, elle sert à restaurer le capital détruit par le conflit. Il s'agit de ressources qui auraient pu être utilisées à des fins plus productives mais qui sont nécessaires pour acheter la paix (Obidegwu, 2004 ; Alemayehu, 2011 ; Ncube et Jones, 2013). Ainsi, la forte dépendance à l'égard de l'aide, en particulier dans les pays pauvres en ressources, est la norme et non l'exception.

Cependant, la modalité de fourniture de l'aide et son utilisation finale ne sont pas libres de toute politique, ce qui complique son utilisation efficace. Ainsi,

une autre dimension importante de l'aide est la relation avec les donateurs et les implications politiques de son utilisation. Englebert et Tull (2008) ont noté le manque de compréhension commune de l'échec et de la reconstruction de l'État fragile africain entre les donateurs et les élites africaines. Selon eux, les donateurs considèrent généralement l'échec comme un effondrement systémique et la reconstruction comme une nouvelle forme de contrat social. Les élites africaines sont plus susceptibles de maximiser les opportunités politiques offertes par l'échec et la reconstruction, y compris l'aide extérieure. Elles peuvent considérer l'exercice de reconstruction de l'État comme la poursuite de la guerre et la compétition politique pour les ressources par de nouveaux moyens (Englebert et Tull, 2008). La reconstruction post-conflit en Éthiopie, par exemple, atteste de ce point de vue d'Englebert et Tull (voir également Alemayehu, 2004). Cela montre la nécessité de consulter et d'inclure toutes les parties prenantes afin de briser les anciens systèmes de recherche de rente et d'établir les bases d'un meilleur traitement des inégalités verticales et horizontales qui peuvent avoir été la cause du conflit en premier lieu ou qui pourraient être des raisons de retomber dans le conflit comme le suggère la littérature (Alemayehu, 2011; Englebert et Tull, 2008). De plus, les donateurs désireux de paix et de stabilité pourraient bien être plus complaisants envers la corruption. Par conséquent, il ne faut pas s'étonner que les élites africaines de ces États fragiles tentent de prolonger la transition vers la résilience aussi longtemps que possible (Englebert et Tull, 2008). Cette transition pourrait être encore plus longue si le financement provient des pays émergents du Sud, comme la Chine, sans conditionnalité politique et simplement désireux de s'engager auprès de ces États africains, en particulier ceux qui sont riches en ressources (Alemayehu, 2019).

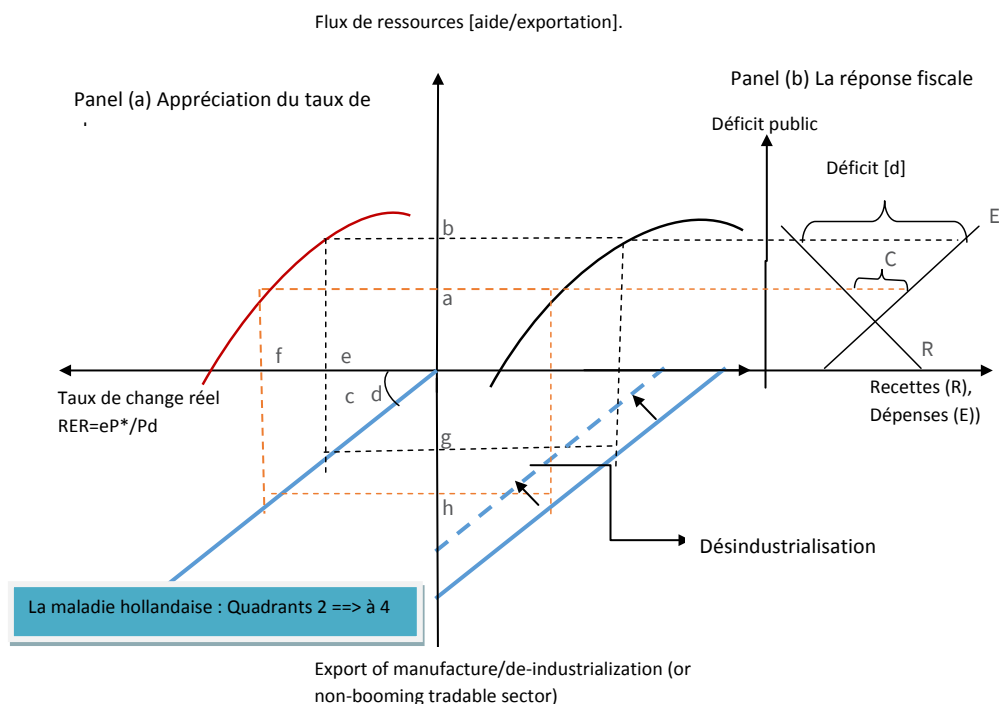
Malgré cela, d'autres études montrent que l'aide est généralement plus efficace dans les pays qui sortent tout juste d'un conflit que dans le reste des pays, ce qui justifie une aide plus importante, bien programmée et associée à de bonnes politiques (Collier et Hoeffler, 2004). Cependant, la tendance des flux d'aide montre un ralentissement des flux d'aide vers ces États, en partie en raison de la faible capacité d'absorption de la plupart des États fragiles (Mlambo et al., 2009). Ainsi, l'aide devrait également être utilisée pour renforcer la capacité d'absorption à long terme (Mlambo et al., 2009 ; Alemayehu, 2011). Toutefois, comme le soulignent Englebert et Tull (2008), les données relatives à l'aide allouée aux États africains en déliquescence indiquent un manque de volonté politique pour s'engager dans des efforts à long terme et coûteux qui seraient conformes aux objectifs de reconstruction et de renforcement des capacités de l'État. Étant donné la pénurie aiguë de compétences à ce stade, et compte tenu de l'impact négatif de la taille des diasporas dans l'aggravation des conflits (Collier, 2000a; 2009; Collier et Hoeffler, 2002a; 2002b), il pourrait être judicieux de concevoir un plan de renforcement des capacités qui pourrait utiliser la diaspora avec le double objectif de l'intégrer dans l'effort de consolidation de la paix post-conflit et de combler le manque de

compétences dans ces États (Alemayehu, 2011). Dans le contexte d'une utilisation efficace de l'aide, il est nécessaire de se concentrer sur trois principes d'engagement importants soulignés par l'OCDE (2005) également. Ces principes sont les suivants : ne pas nuire, combiner et échelonner les instruments d'aide en fonction du contexte et agir rapidement. Enfin, il est nécessaire que les institutions financières internationales (IFI) adoptent un cadre différent pour l'aide au développement, afin d'éviter que les anciens problèmes ne se reproduisent (Mlambo et al., 2009 ; Alemayehu, 2011).

C. Aide, dépendance à l'égard des ressources et ramification macroéconomique

Les deux mécanismes de financement du développement des EF (aide et dépendance à l'égard des ressources naturelles) présentent des défis macroéconomiques tels que le "syndrome hollandais" (Salter, 1959 ; Swan, 1960 ; Corden, 1984 ; van Wijnbergen, 1984 ; Alemayehu, 2002) et le problème de la réponse budgétaire (Griffin, 1970 ; Heller, 1975 ; Mosley et al., 1987 ; White 1992 ; Alemayehu, 2002 ; 2012). Ces défis et leurs fondements théoriques pourraient être résumés à l'aide de la figure 2 (Alemayehu, 2019). L'axe des y du premier quadrant (quadrant nord-est) montre le flux de ressources, qui a augmenté du point a au point b en raison de l'augmentation du prix des produits de base ou de la découverte de ressources ou d'un afflux d'aide important, qui ont un effet similaire. La réponse fiscale, exprimée sous la forme d'une augmentation des dépenses publiques et d'une éventuelle baisse des recettes fiscales (en raison, par exemple, d'une réticence à collecter l'impôt en raison de l'existence de nouvelles ressources et de la faiblesse des capacités de l'État), qui suit normalement ce phénomène, est résumée sur l'axe des abscisses du même quadrant par le déficit public (dépenses publiques moins recettes publiques) qui a augmenté en valeur absolue de c à d. Ce dernier est explicitement indiqué dans le panel b pour être complet. Dans le quadrant 2 (Nord-Ouest), l'effet d'appréciation du taux de change de ces entrées est illustré par une baisse du taux de change réel, défini comme la monnaie locale par unité de monnaie étrangère, du point f au point e. Les quadrants 3 (Sud-Ouest) et 4 (Sud-Est) montrent l'effet de désindustrialisation de cette appréciation du taux de change réel, marqué par une baisse des exportations de produits manufacturés (ou du secteur échangeable non florissant) du point h au point g. Un déplacement vers l'intérieur du calendrier dans le 4e quadrant montre en outre les effets de croissance et de désindustrialisation à long terme (échec de la diversification) de la spécialisation dans l'exportation de produits primaires et de la dépendance à l'égard de l'aide - le problème du syndrome hollandais (Alemayehu, 2019). La littérature africaine confirme généralement la validité empirique de ces problèmes (Alemayehu, 2013 ; 2012 ; Ismail, 2010 cité dans Brahmbhat et al., 2010 ; ACBF, 2013; Renard, 2011).

Figure 2 : Flux de ressources issus des exportations de ressources naturelles et de l'aide et ses ramifications macroéconomiques.



Plus précisément, le problème de réponse budgétaire mentionné ci-dessus comprend : (a) une hausse soudaine et une volatilité des recettes publiques ; (b) une hausse et une volatilité associées des dépenses ; et (c) le problème de la réalisation d'un niveau optimal d'épargne et d'une probabilité d'endettement, suite à la hausse des entrées externes liées à une hausse de l'aide ou des revenus des ressources naturelles ou des deux (Avenidaño et al, 2008 ; Dehn, 2001 ; Westerhoff, 2004 ; Mehrara et Oskoui, 2007 ; Obinyeluaku et Viegi, 2009 ; Budina et al. 2007 ; ; Humphreys et Sandbu, 2007 ; Humphreys et Sandbu, 2007 cité dans ACBF, 2013 ; Heinrich, 2011 ; Alemayehu, 2012). Ces défis sont également aggravés par les implications en matière de politique monétaire de la volatilité de la balance des paiements qui est associée à ces entrées (Alemayehu, 2017a).

Le troisième et dernier défi concerne les problèmes de gouvernance et de conflit liés à de tels afflux de ressources. Une explosion des recettes publiques provenant d'un commerce de matières premières en plein essor et/ou d'un afflux d'aide conduit généralement l'élite politique à s'emparer directement des rentes ou à en contrôler l'affectation, surtout dans un environnement institutionnel faible. Cela peut entraîner le risque de transformer ces pays en États rentiers (ACBF, 2013). Ces États deviennent également moins dépendants des impôts et donc moins responsables vis-à-vis de leur population que des donateurs ou du contrôle d'un secteur d'exportation enclavé. Ces États restent aussi généralement corrompus. Cette situation pourrait

encourager les gouvernements à consacrer plus d'attention aux fonctions distributives et interventionnistes qu'aux fonctions liées à la régulation, à la supervision et à l'investissement dans la capacité fiscale et la gestion de l'économie (Moore, 2004 cité dans ACBF, 2013 ; Bardhan, 1997 cité dans Gylfason, 2000 ; Little et al, 1993 ; Moore, 2004 ; arezki et Gylfason, 2013 ; AERC, 2007 ; Edinger et Pistorius, 2011 ; Heinrich, 2011 ; Cárdenas et al., 2011 ; ACBF, 2013 ; Alemayehu, 2019). Ceci, combiné au manque de transparence sur la façon dont la ressource est distribuée, rend très difficile pour ces gouvernements de modifier leurs habitudes de dépenses lorsqu'un ralentissement des prix des produits de base et/ou une diminution du niveau de l'aide se produit (ACBF, 2013; Auty, 2001). Cela souligne la nécessité de mettre en place des institutions de gouvernance économique et politique solides afin de faire le meilleur usage de ces ressources et de faciliter la transition de ces États de la fragilité à la résilience (Alemayehu 2012). Un tel renforcement des capacités est également important pour gérer l'impact des chocs externes auxquels les États fragiles sont vulnérables et pour lesquels ils sont connus.

Secteur financier faible ou détruit et nécessité de le reconstruire

Le financement du développement dans les EF est également étroitement lié à la reconstruction du secteur financier, qui est faible ou détruit. Sans cela, la reprise du conflit est une véritable possibilité. Le secteur financier est généralement le plus vulnérable des secteurs pendant un conflit, tout comme les institutions financières qui le réglementent et le gèrent. Elles perdent non seulement leurs actifs matériels et immatériels, mais aussi leur capital humain vital (Alemayehu, 2011). Cela augmente également le risque et donc le coût du financement (Obidegwu, 2004). Ainsi, les liens entre le secteur financier et les conflits sont très étroits, même s'ils semblent fragiles (Addison et al., 2001; Addison et al. 2005).

Outre les perturbations et destructions directes constatées, les conflits ont des effets indirects importants sur le système financier. Tout d'abord, les conflits modifient les préférences pour différents types d'actifs - comme entre les métaux précieux et les comptes de dépôt par exemple - et pour la monnaie nationale par rapport à la monnaie étrangère. Deuxièmement, les conflits ont une incidence sur la gouvernance des institutions financières, notamment sur le comportement de leurs dirigeants et de ceux qui les réglementent et formulent les politiques (Addison et al., 2005)⁹. Troisièmement, la fragilité des États s'accompagne généralement d'une inflation et d'une instabilité des taux de change, d'où le problème de la gestion des systèmes financiers et de paiement. Il en résulte que la reconstruction du système financier est fondamentale pour restaurer la crédibilité de ces institutions et aider à sortir de la fragilité des États en assurant la stabilité du secteur macroéconomique et financier (Addison et al., 2005 ; Obidegwu, 2004) et servir de signal de la légitimité de l'État.

La reconstruction financière dans ces États doit se concentrer sur les domaines suivants : (a) la revitalisation du système bancaire, y compris sa recapitalisation ; et (b) la réforme monétaire et la reconstruction (ou la création) d'une banque centrale, et garantir son indépendance et la qualité de son personnel. Cela fournira le cadre monétaire pour la reconstruction et aidera à résoudre les problèmes qui seraient rencontrés lors du renforcement de la réglementation et de la surveillance financières d'une manière judicieuse. Ces activités sont importantes car si elles ne sont pas menées correctement, les problèmes du secteur financier peuvent déstabiliser l'ensemble de l'économie, et le fardeau fiscal des crises bancaires limite les dépenses de développement et de lutte contre la pauvreté, menaçant ainsi la transition vers la résilience elle-même (Addison et al., 2005; Mlambo et al., 2009; Alemayehu, 2011). Par ailleurs, les solutions techniques telles que l'adoption d'une meilleure réglementation financière peuvent être sapées par des forces politiques plus profondes dans ces États. Ainsi, les personnes soucieuses de créer les conditions de la paix devraient être conscientes que la politique de reconstruction du système financier nécessite une perspective de conflit, qui est un facteur important pour passer de la fragilité à la résilience des États (Addison et al., 2005.).

3. Modèle empirique et approche économétrique

Dans cette section, nous allons nous intéresser à la dimension quantifiable des questions abordées jusqu'à présent. Ceci a pour but d'examiner empiriquement les facteurs qui sous-tendent l'instabilité macroéconomique dans les EF d'Afrique et leurs implications pour la gestion macroéconomique. Une mise en garde s'impose quant à l'approche quantitative employée.

Il existe deux approches empiriques des études sur les conflits : "l'approche néoclassique" et "l'économie politique". Dans l'approche néoclassique, les présuppositions de choix rationnel et l'individualisme méthodologique sont au cœur des modèles (Cramer, 2006). Cette approche est invariablement suivie par les économistes. Elle est aussi généralement basée sur des données transnationales et cherche à quantifier les facteurs à l'origine des conflits et de la fragilité des États (voir, entre autres, Collier, 2009 ; 2002b ; Fearon et Latin, 2003 ; Sambanis, 2001 ; Reynay-Querol, 2002 ; Elbadawi et Sambanis, 2000b ; Azam 2001 ; Noh, 1999 ; Grossman, 1991).

En revanche, les analystes qui utilisent "l'approche de l'économie politique" soutiennent (voir, entre autres, Cramer, 1999 ; 2006 ; Alemayehu et Befekadu, 2005 ; Stewart, 1998 ; 2010) que les conflits expriment directement des relations sociales, politiques et économiques et que les études sur les conflits nécessitent des outils analytiques utiles pour comprendre ces associations. Cramer (1999 ; 2006) affirme que l'approche néoclassique "a minimisé l'importance du contexte et des relations sociales (de classe)". L'accent exclusif mis sur les opportunités économiques dans l'approche néoclassique, selon Cramer, présente le danger d'être réductionniste. L'implication est que l'analyse des conflits doit prendre en compte les caractéristiques sociales, économiques et politiques de la société au lieu de considérer l'approche économique, sociale et politique comme des sphères séparables (Cramer, 1999, 2001, 2006 ; Stewart, 1998 ; Nafziger et Auvinen, 1997 ; Pastor et Boyce, 1997 ; DfID, 2010 ; Stewart, 2010 ; Alemayehu, 2011).

L'approche économétrique de cette section est menée conformément à l'approche néoclassique, car elle cherche à se concentrer sur la dimension quantifiable de la fragilité de l'État et de l'instabilité macroéconomique en utilisant des données transnationales et des séries chronologiques (panel). La distinction nette entre l'approche néoclassique et l'approche politico-économique notée ci-dessus est en partie le reflet de l'unité d'analyse utilisée (Alemayehu, 2011). Il est problématique,

voire impossible, de traiter les caractéristiques sociales et historiques spécifiques sur lesquelles se concentre l'approche d'économie politique lorsque l'on mène une analyse empirique transnationale. De même, il sera assez mécanique de s'attarder sur la seule dimension quantifiable du conflit lorsque l'on analyse un pays spécifique. La spécificité sociale et historique du pays en question est inestimable pour comprendre la dynamique des conflits et de la fragilité des États. En particulier, étant donné que les études transnationales peuvent ne pas nous renseigner sur la causalité, par opposition à l'association, les études nationales fondées sur l'économie politique sont fondamentales pour remédier à cette faiblesse.

Ainsi, les deux approches pourraient être utilisées de manière novatrice pour améliorer notre compréhension des conflits et des sociétés post-conflit. L'approche néoclassique, étayée par des preuves transnationales, est utile non seulement pour identifier les facteurs qui sont fortement associés aux sociétés en conflit, mais aussi pour évaluer leur importance relative. De même, il est tout à fait possible pour les chercheurs d'utiliser l'approche de l'économie politique pour analyser les faits stylisés qui émergent des preuves transnationales. Une telle analyse basée sur l'économie politique au niveau des pays peut également compléter les études transnationales basées sur la théorie néoclassique en identifiant et en fournissant d'autres facteurs importants qui pourraient être examinés empiriquement.¹⁰ C'est dans ce cadre méthodologique et la mise en garde que l'analyse empirique ci-dessous doit être comprise.

Modèle empirique

Le modèle part de la présomption que la principale tâche de la gestion macroéconomique dans les États fragiles est d'assurer la stabilité macroéconomique et une croissance soutenue. L'instabilité macroéconomique dans les États fragiles résulte généralement, entre autres, de la déficience et parfois de l'absence d'institutions politiques et économiques responsables de la gestion macroéconomique. La mise en place de telles institutions est importante non seulement pour assurer la stabilité macroéconomique, mais aussi, et peut-être surtout, pour garantir la légitimité de l'État et s'attaquer à la cause profonde du conflit. Ce sont donc les variables explicatives les plus importantes dans le modèle empirique spécifié ici.

Dans ce type de modèle, l'inflation élevée, la prime de change du marché parallèle, la balance des paiements et le déficit fiscal sont généralement utilisés comme indicateurs de l'instabilité macroéconomique. Ces indicateurs, en particulier l'inflation, résultent généralement d'une politique macroéconomique trop expansionniste, comme l'ont noté Sachs (1989) et Hirschman (1985) il y a longtemps. Ils sont également le résultat d'une structure sociale et politique profonde et des conflits de distribution y afférents. L'inflation est aussi généralement un indicateur sommaire des autres indicateurs d'instabilité macroéconomique mentionnés ci-dessus (Alemayehu, 2017c). Les citations ci-dessous, citées dans Satayanath et Subramanian (2004), résument bien ces points:

"Il est depuis longtemps évident que les racines de l'inflation [...] se trouvent profondément dans la structure sociale et politique en général, et dans les conflits sociaux et politiques et la gestion des conflits en particulier." (Hirschman, 1989. p. 134).

"Ce type particulier de politiques macroéconomiques excessivement expansionnistes qui conduisent à une inflation élevée et à une grave crise de la balance des paiements s'est répété si souvent, et avec des caractéristiques si communes, qu'il révèle clairement les liens entre les conflits sociaux et les mauvaises performances économiques." (Sachs, 1989, p.5).

Ces perspectives montrent l'importance d'utiliser l'inflation comme indicateur de l'instabilité macroéconomique et des conflits sociaux qui y sont liés. En outre, l'inflation est aussi, dans une large mesure, une statistique sommaire qui reflète l'état du déficit fiscal et de la balance des paiements, ainsi que la monétisation qui y est liée, qui sont les autres indicateurs concurrents. L'inflation est donc la variable dépendante de notre modèle. Avec cette variable dépendante, notre modèle tente de quantifier les effets des indicateurs institutionnels, politiques, de financement du développement et de développement du secteur financier qui sont considérés comme les principales causes des problèmes d'instabilité macroéconomique dans les États fragiles africains, comme nous l'avons vu dans la section précédente. Ce cadre global, qui est également donné comme la figure 1 avant, sous forme algébrique et logarithmique, est spécifié en utilisant l'équation 1:

$$\log (MI_{it}) = \alpha_0 + \alpha_1 \log (Pol_Inst_{it}) + \alpha_2 \log (Econ_Inst_{it}) + \alpha_3 \log (Debt_{it}) \quad (1) \\ + \alpha_4 \log (M2_{it}) + \alpha_5 \log (RD_{it})$$

Où: MI_{it} = Indicateur d'instabilité macroéconomique [Inflation].

Pol_Inst_{it} = Les institutions politiques qui déterminent la fragilité des États

$Econ_Inst_{it}$ = Institutions économiques et indicateurs de qualité des politiques macroéconomiques

La nature du financement du développement et le développement du secteur financier:

$Debt/Aid_{it}$ = Flux de dette ou d'APD (indicateurs de la contrainte extérieure et du financement)

RD_{it} = Dépendance à l'égard des ressources (dépendance à l'égard des produits de base))

$M2_{it}$ = M2/GDP (un proxy pour la profondeur financière/le développement du secteur)

L'équation 1 peut souffrir d'un problème d'endogénéité car la fragilité de l'État peut entraîner l'instabilité macroéconomique et vice versa. Il s'agit d'une question empirique qui est prise en compte dans l'approche d'estimation choisie.

Approche économétrique

En raison de la nature dépendante de la fragilité des États et de l'importance de l'histoire dans l'explication des conflits en Afrique, la propriété des variables à long terme et des séries chronologiques est importante dans notre analyse empirique. En outre, l'instabilité macroéconomique étant également un phénomène à court terme, une analyse à court terme est également importante. Nous avons donc besoin d'une approche d'estimation qui prenne en compte ces questions de long terme et de court terme. La technique ARDL en panel est l'une de ces approches, qui a récemment été largement utilisée dans la littérature (Pesaran et Shin, 1995 ; 1999) et Pesaran et al. (1999 1997).

L'approche ARDL a également une autre propriété intéressante liée à notre étude car elle fournit des coefficients cohérents malgré la présence possible d'endogénéité. Ceci est dû au fait qu'elle inclut les retards des variables dépendantes et indépendantes en tant que régresseurs (Pesaran et al., 1999 ; Loayza et Ranciere, 2006, tous deux cités dans Samargandi et al., 2013). La formulation ARDL de panel employée dans la sous-section suivante peut être estimée par trois estimateurs différents : l'estimateur du groupe moyen (MG) (Pesaran et Smith 1995 ; Dogan et al., 2014 ; Samargandi et al., 2013), l'estimateur du groupe moyen regroupé (PMG) (Pesaran et al., 1999) et l'estimateur dynamique à effets fixes (DFE) (Samargandi et al., 2013). Tous ces estimateurs prennent en compte l'équilibre à long terme et l'hétérogénéité du processus d'ajustement dynamique (Demetriades et Law, 2006, cité dans Samargandi et al., 2013) et sont calculés par la méthode du maximum de vraisemblance (Samargandi et al., 2013). Le choix entre ces méthodes dépend toutefois, entre autres, de leur hypothèse sur l'homogénéité du coefficient de pente. Ainsi, la technique PMG est tout à fait pertinente dans notre cas car nous pensons que le schéma général des États fragiles africains est similaire et donc que leur environnement macroéconomique est affecté de manière similaire par les attributs de la fragilité des États (Alemayehu 2017a ; Samargandi et al., 2013). Nonobstant cette justification analytique du choix de l'approche PMG, nous avons effectué un test empirique pour identifier le choix entre les trois méthodes. Le test de Hausman avec la nullité que "la différence entre les coefficients estimés à l'aide de ces techniques n'est pas significative" est effectué à cet effet (Samargandi et al., 2013 ; Dogan et al., 2014). Notre test montre que l'hypothèse d'homogénéité est acceptée à une valeur p de 96% (avec une valeur de Khi-deux de 0,98), soutenant ainsi l'utilisation de l'approche PMG. Enfin, étant donné que la fragilité d'un État dans un pays particulier est contagieuse et peut potentiellement être associée à la situation politique et économique des États voisins, on pourrait s'attendre à l'existence d'une dépendance transversale dans un modèle de notre type. Nous avons effectué un test de dépendance en coupe transversale à cet effet et n'avons trouvé aucun effet de

dépendance en coupe transversale dans nos données (tableau 5). Ce résultat indique non seulement l'absence d'effet de contagion dans les États fragiles africains, mais fournit également un soutien à l'utilisation de l'approche ARDL. En somme, l'examen des différentes approches économétriques (donné plus en détail dans Alemayehu, 2017a) justifie notre choix de l'approche ARDL et de l'estimateur PMG.

Dans la formulation ARDL, une relation à long terme (équilibre) entre deux variables., Y^* et X^* (où $\log(Y^*) = Y$ et $\log(X^*) = X$) pourrait être donné par l'équation (1) (Morales et Raei, 2013),

$$Y_t^* = KX_t^{*\gamma_2} \equiv \text{en terme } \log t \ Y_t = \gamma_1 + \gamma_2 X_t \text{ où : } K, \gamma_1 \& \gamma_2 \text{ sont constants; } \gamma_1 = \log K \quad (1)$$

Comme cette relation d'équilibre ne peut être observée, la formulation de déséquilibre observable de cette relation d'équilibre à long terme entre Y et X (tous deux en logarithme), sous une forme simplifiée, peut être donnée par l'équation (2). L'équation [2] est un simple ARDL (m, n, p) où m est le nombre de retards, n et p le nombre de variables endogènes et exogènes, respectivement], ARDL (1,1,1), formulation de l'équation (1), qui pourrait être donnée par:

$$Y_t = \beta_0 + \beta_1 X_t + \beta_2 X_{t-1} + \alpha Y_{t-1} + u_t \quad 0 < \alpha < 1 \quad (2)$$

Avec un peu de reparamétrage¹¹, la représentation ECM de l'équation [2] pourrait être donnée par l'équation (3) (Benerjee et al., 1993 ; Thomas, 1993 ; Alemayehu, 2002 ; Morales et Raei, 2013):

$$\Delta Y_t = \beta_1 \Delta X_t - (1 - \alpha)[Y_{t-1} - \gamma_0 - \gamma_1 X_{t-1}] + u_t \quad (3)$$

Où:

$$\gamma_0 = \frac{\beta_0}{1 - \alpha} ; \gamma_1 = \frac{\beta_1 + \beta_2}{1 - \alpha}; \text{et } \{-(1 - \alpha)\} \text{ est le terme ECM et devrait être négatif.}$$

Cette formulation pourrait être généralisée pour un ARDL général de la forme:

$$Y_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^{m+1} \beta_i X_{t-i+1} + \sum_{i=1}^{m+1} \alpha_i Y_{t-i} + u_t \quad (4)$$

à partir de laquelle la formulation estimable de l'ECM [4] peut être dérivée de manière similaire comme suit:

$$\Delta Y_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^m \beta_i \Delta X_{t-i+1} + (1 - \sum_{i=1}^m \alpha_i) \left[Y_{t-i} - \gamma_0 - \sum_{i=1}^m \gamma_i X_{t-i} \right] + u_t \quad (5)$$

Où: $\gamma_0 = \frac{\beta_0}{1 - \sum_{i=1}^m \alpha_i}$ est la constante ; et les coefficients à long terme sont les suivants

$$\text{given by } \gamma_i = \frac{\sum_{i=1}^m \beta_i}{1 - \sum_{i=1}^m \alpha_i}$$

L'équation 5 pourrait être écrite comme un ARDL¹² avec p retards, sous la forme d'une équation à correction d'erreurs (ECM) à une seule équation comme l'équation 6 (toutes les variables sont sous forme de logarithme naturel, et le préfixe log est omis pour des raisons de confort). C'est le modèle que nous avons estimé dans la section suivante:

$$\begin{aligned} \Delta MI = & \sum_{i=0}^p \beta_{1i} \Delta MI_{t-i} + \sum_{i=0}^p \beta_{2i} \Delta PI_{t-i} + \sum_{i=0}^p \beta_{3i} \Delta EI_{t-i} + \sum_{i=0}^p \beta_{4i} \Delta Debt_{t-i} + \sum_{i=0}^p \beta_{5i} \Delta M2_{t-i} + \sum_{i=0}^p \beta_{6i} \Delta RD_{t-i} \quad (6) \\ & + \beta_7 [MI - \phi_1 PI - \phi_2 EI - \phi_3 Debt - \phi_4 M2 - \phi_5 RD_{t-1}] + u_i \end{aligned}$$

En plus de ce modèle, un modèle logit/probit sur les déterminants du passage de la fragilité à la résilience est également estimé. Ce modèle est destiné à servir à la fois de vérification de la robustesse du modèle ci-dessus (équation 6) et de modèle d'identification des facteurs de passage de la fragilité à la résilience.

4. Données et résultats estimés

Le tableau 4 propose la définition des variables et la source des données utilisées. L'estimation du modèle est basée sur des données annuelles pour la période 1999 à 2014, en utilisant un échantillon de 16 États africains fragiles pour lesquels toutes les données requises sont disponibles.

Tableau 4 : Définition des variables et source des données (1999 à 2014)

Variables	Définition	Source
Logarithme de l'inflation	Le logarithme naturel de l'inflation	ADI (2013) and WDI (2016)
Log du ratio de la dette extérieure et de l'aide au PIB	Le logarithme naturel de la dette extérieure par rapport au PIB - un indicateur de la vulnérabilité extérieure pour le financement, la capacité de gestion de la dette. Une alternative ici est le ratio AID/PIB (qui est un flux générateur de dette)	ADI (2013) et WDI (2016)
Logarithme du M2 par rapport au ratio du PIB	Le logarithme naturel du ratio de la masse monétaire (M2) au PIB : La masse monétaire (M2, monnaie au sens large). Ce ratio montre le développement du secteur financier	ADI (2013) et WDI (2016)
Logarithme de la quantité de ressources naturelles	Le logarithme naturel des redevances provenant des ressources naturelles en tant que part du PIB, qui est une caractéristique importante du financement du développement de la plupart des États fragiles en Afrique	ADI (2013) et WDI (2016)
Indicateur agrégé de gouvernance / politique	Somme agrégée des indices de la Banque mondiale relatifs à la voix et à la redevabilité, à la stabilité politique et à l'absence de violence/terrorisme, à l'efficacité du gouvernement, à la qualité de la réglementation, à l'État de droit et à la lutte contre la corruption (de -2,5 = faible à 2,5 = élevé).	IGRC (2016)
Indicateur macro institutionnel et politique- CPIA du cluster A	Indicateur de gouvernance institutionnelle et de politique macroéconomique : CPIA cluster A, qui est un indicateur des institutions de gestion macroéconomique de la Banque mondiale. Il couvre la qualité des politiques monétaire, de taux de change, fiscale et de la dette ; sa notation est comprise entre 1 et 6 (1=faible à 6=élevé.).	ADI (2013) et WDI (2016)

Les résultats estimés : Le modèle ARDL

Bien que l'approche ARDL puisse traiter à la fois des variables I(0) et I(1) et ne nécessite donc pas de test de racine unitaire avant l'estimation, nous avons effectué un tel test pour vérifier l'absence de variables I(2), en présence desquelles l'approche est problématique. Le test de stationnarité a révélé que toutes les variables du modèle sont I(1) (non rapporté). Nous avons également testé l'existence d'une relation de long terme ou de co-intégration entre les variables du modèle en utilisant le "bound test" et les tests de cointégration de panel et nous avons constaté qu'elles étaient co-intégrées. Ces résultats sont présentés dans le tableau A3 de l'annexe. Le modèle a également réussi tous les tests de diagnostic post-estimation, qui sont présentés avec les résultats estimés dans le tableau 5.

Le tableau 5 montre qu'à court terme, toutes les variables ont leur signe apriori attendu en théorie. Ainsi, à court terme, une meilleure gouvernance et de meilleures institutions entraînent la stabilité macroéconomique. La dépendance aux ressources naturelles déclenche l'instabilité macroéconomique à court terme (sans effet statistiquement significatif à long terme). Le ratio M2/PIB indique l'association puissante et positive entre le développement du secteur financier et la stabilité macroéconomique, ce qui renforce notre argument en faveur d'une concentration sur la reconstruction du secteur financier.

Sur le long terme, une augmentation de l'encours de la dette extérieure entraîne une instabilité macroéconomique. La présence d'institutions de gestion macroéconomique solides et de politiques macroéconomiques connexes entraîne la stabilité macroéconomique. Les autres variables ne sont pas statistiquement significatives à long terme. Le terme de correction d'erreur est significatif avec une valeur très élevée qui indique que 86% de la déviation de la valeur d'équilibre de la période précédente est ajustée dans la période actuelle.

Tableau 5 : Résultats du modèle ARDL : Elasticités à court et à long terme (N=16, T=15,1999-2014)

Variable dépendante: Δ (Log d'Inflation)		Équation/élasticités à long terme		
Variable	Coefficient	t-Statistique	Prob.	
Log du ratio de la dette extérieure au PIB	0.0132*	2.513	0.013	
Logarithme du ratio M2/PIB	0.012	0.320	0.750	
Log de la richesse en ressources naturelles	-0.038	-1.057	0.293	
Indicateur agrégé de gouvernance	-0.004	-0.783	0.435	
Institutions et politiques macroéconomiques-CPIA Macro	-0.053*	-2.227	0.028	

suite page suivante

Tableau 5 Continué

Variable	Équation / élasticités à court terme		
	Coefficient	t-Statistique	Prob.
ECM	-0.86*	-8.73	0.000
Δ(Log du ratio de la dette extérieure au PIB)	-0.050	-0.89	0.750
Δ(Log du ratio M2 par rapport au PIB)	-0.57**	-1.78	0.077
Δ(Log de la richesse en ressources naturelles)	0.13***	1.60	0.113
Δ (Indicateur agrégé de gouvernance)	-0.09*	-3.28	0.001
Δ(Institutions et politiques macroéconomiques-CPIA Macro)	-0.23	-1.43	0.156
Constante	2.59*	9.22	0.000
Tests de normalité, de Hausman et de dépendance en coupe transversale (CD)			
Type de test	Test Statistique		
Tests de normalité Jarque - Berra	1.63(0.44)		
Test CD du chi carré de Breusch-Pagan	117.6 (0.54)		
Test CD normal de Pearson LM	-1.19(0.24)		
CD de Pearson Normal	0.76(0.0.45)		
Chi ² de Friedman	21.21(0.27)		
Chi ² de Hausman (test d'homogénéité)	0.98 (0.95)		
R2 ajusté	0.65		

Note : *, **, *** indiquent la valeur significative du coefficient au niveau de 1 %, 5 % et 10 %, respectivement ; les valeurs P sont indiquées entre parenthèses pour les tests de diagnostique ; l'hypothèse nulle du test CD est " il existe une indépendance transversale " ; l'hypothèse nulle du test de normalité est " les erreurs sont normales multivariées " ; l'hypothèse nulle du test de Hausman est " homogénéité du coefficient de pente ".

Avant d'arriver aux résultats présentés dans le tableau 5 (et dans le tableau 6 ci-dessous), il est nécessaire d'expérimenter un certain nombre de modèles utilisant les indicateurs ci-dessus et des indicateurs alternatifs. Les résultats présentés s'avèrent être les meilleurs et les plus robustes. Les détails à ce sujet sont donnés dans Alemayehu (2017a).

Les résultats estimés : Les modèles logit et probit

Pour vérifier davantage la robustesse du résultat ci-dessus et identifier les facteurs de transition de la fragilité à la résilience, un modèle logit/probit, similaire à celui du FMI (2014), est également utilisé. L'échantillon de ce modèle est différent du modèle précédent car il inclut également les pays qui sont à la fois fragiles et ceux qui ont évolué de la fragilité étatique. En utilisant 34 de ces pays africains pour lesquels toutes les données requises sont disponibles, une variable fictive dépendante appelée "résiliente" qui prend la valeur "1" si un pays est passé de la fragilité à la résilience au cours d'une année particulière et "0" sinon est créée. Cette variable est régressée sur les variables macroéconomiques ci-dessus. En outre, le modèle inclut également la croissance économique et l'aide comme régresseurs supplémentaires. Les résultats estimés basés sur les modèles logit et probit et leurs effets marginaux sont présentés dans les tableaux 6a et 6b, respectivement.

Tableau 6a : Transition de la fragilité de l'État et de la gestion macroéconomique : Les résultats des modèles logit et probit

Variable dépendante : Résilience (N=34, T=10, observation incluse, n=340 ; 2005-2014)		
Variable	Logit	Probit
Constant	-24.03*	-14.16*
Log (Inflation)	-0.50	-0.25
Log (Aide/PIB)	1.33*	0.78*
Log (Stock de la dette extérieure/PIB)	-1.22*	-0.73*
Log (richesse en ressources)	-0.87*	-0.47*
Log (PIB réel)	1.02*	0.59*
Log (M2/PIB)	2.11*	1.27*
Tests diagnostiques		
R-carré de McFadden	0.34	0.34
Statistique LR	144(0.00)	145(0.00)
Statistique H-L	14.05(0.08)	10.67(0.00)
Statistique d'Andrews	38.22(0.00)	33.86(0.00)

Note : *,**,*** indiquent le caractère significatif du coefficient au niveau de signifiacnce de 1%, 5% et 10%, respectivement; valeurs P entre parenthèses pour les tests de diagnostic.

Tableau 6b : Effets marginaux des modèles logit et probit ci-dessus

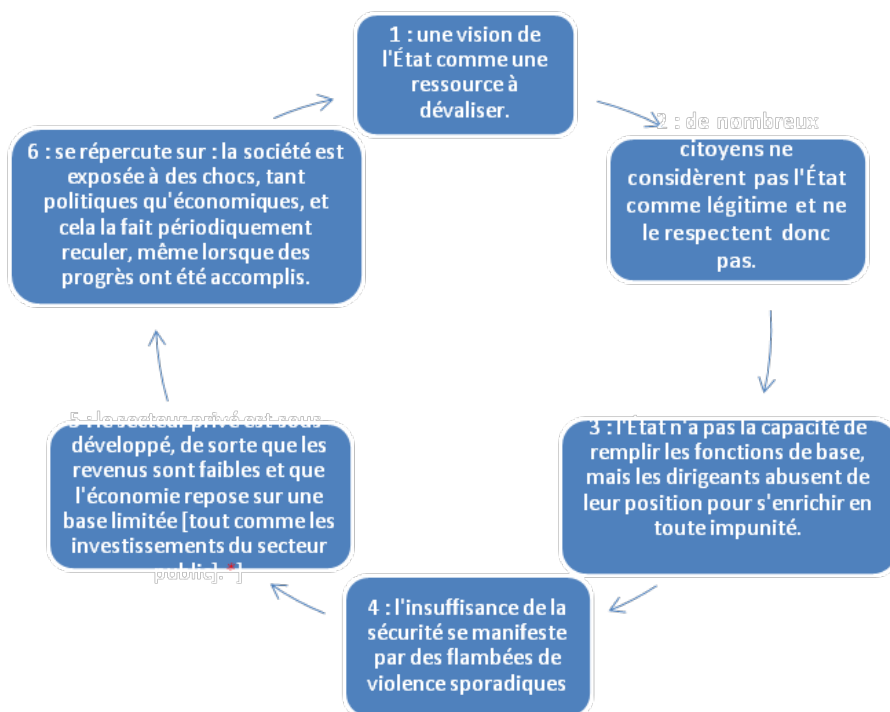
Variable	Modèle logit	Modèle Probit
Log de (Inflation)	-0.07	-0.08
Log de (Aide/PIB)	0.20*	0.26*
Log de (encours de la dette extérieure/PIB)	-0.18*	-0.24*
Log de (richesse en ressources)	-0.13*	-0.16*
Log du (PIB réel)	0.15*	0.19*
Log (M2/PIB)	0.31*	0.42*

Le résultat confirme généralement les conclusions présentées dans le tableau 5 ci-dessus. Ainsi, l'augmentation du niveau d'endettement, la dépendance vis-à-vis des ressources et l'instabilité macroéconomique (dont l'indicateur est l'inflation) empêchent, par ordre d'importance, la transition de la fragilité de l'État vers la résilience.¹³ Le développement du secteur financier, l'augmentation du niveau de l'aide et la croissance économique, par ordre d'importance, favorisent la transition de la fragilité à la résilience des États. En termes de puissance des effets, l'indicateur de développement du secteur financier, suivi par l'aide, la dette extérieure et la croissance économique, par ordre d'importance, sont les plus importants. L'effet significatif de l'indicateur de profondeur financière est intéressant car il indique non seulement l'importance de la croissance du secteur financier en tant que telle, mais aussi, et peut-être surtout, son effet révélateur de l'existence de la stabilité économique et politique et de la légitimité de l'État. Cela donne davantage de crédibilité à la priorité qui devrait être accordée à la reconstruction du secteur financier dans les États fragiles, comme nous l'avons soutenu dans la section deux ci-dessus.

5. Conclusion et implications politiques

Un rapport complet récent d'une commission de haut niveau sur la fragilité des États, qui s'appuie sur un certain nombre d'études de fond, a défini la fragilité des États comme un état résultant d'une séquence de chaînes de causes entremêlées (CSFGD, 2018 ; figure 2). Selon CSFGD (2018), les sociétés fragiles sont généralement fracturées en groupes aux identités opposées qui considèrent leurs luttes comme un jeu à somme nulle, et donc la coopération entre groupes est remplacée par une vision de l'État comme une ressource à dévaliser. Cela a conduit à un deuxième problème : de nombreux citoyens ne considèrent pas l'État comme légitime et ne le respectent donc pas. À son tour, le manque de légitimité et la vision de l'État comme une ressource à dévaliser sont aggravés par un troisième problème : les États n'ont pas la capacité de remplir les fonctions de base, mais les dirigeants abusent de leur position pour leur profit personnel en toute impunité. Tous ces problèmes sont aggravés par un quatrième problème : "... une sécurité inadéquate qui se manifeste par des flambées de violence sporadiques", ce qui conduit au cinquième problème : le secteur privé est sous-développé, les revenus sont donc faibles et l'économie a une base étroite. Cela se répercute non seulement sur la faiblesse des recettes publiques et le manque d'emplois, mais aggrave également un dernier problème : "la société est exposée à des chocs, tant politiques qu'économiques, ce qui la fait régresser périodiquement, même lorsque des progrès ont été réalisés. C'est le syndrome des caractéristiques qui piègent un État fragile" (CSFGD, 2018 : 14-15). Ce syndrome est résumé dans la figure 3.

CSFGD (2018) a en ailleurs noté que dans un environnement fragile, les intérêts privés à court terme l'emportent naturellement sur l'objectif public à long terme. Les dirigeants utilisent leur fonction pour voler l'argent public ; les groupes forts exploitent les groupes plus faibles ; les employés publics comptent sur le favoritisme plutôt que sur la performance pour obtenir de l'avancement. Ainsi, sortir de la fragilité est un processus progressif qui se déroule au sein de la société, à mesure que l'intérêt national l'emporte sur l'intérêt privé. Pour ce faire, il faut mettre en place des institutions pour "les contrôles et les équilibres qui limitent ceux qui détiennent le pouvoir public" et "créer un sentiment d'objectif national commun pour réaliser des gains mutuels à long terme". Les freins et contrepoids doivent normalement venir en premier, car ce n'est qu'une fois que les gens ont établi la confiance qu'ils commencent à coopérer et à travailler pour le bien commun (CSFGD, 2018 : 15-17).

Figure 3 : La Commission sur les Fragilités des Etats, le piège de la fragilité

Source : Compilation de l'auteur basée sur le rapport CSFGD (2018)

* Les investissements du secteur public sont ajoutés. La nature du financement du développement et du développement du secteur financier est une autre question absente de ce résumé du CSFGD (2018).

C'est dans le contexte de ces facteurs d'économie politique interdépendants qu'il convient d'encadrer la question de la gestion macroéconomique appropriée (y compris la politique macroéconomique) et du renforcement des capacités pour la mener à bien. Cette étude montre qu'en plus d'une politique inclusive, la croissance inclusive est une politique clé qui peut aider les États fragiles d'Afrique à passer de la SF à la résilience et à une paix durable. Une telle croissance est conditionnée par un environnement macroéconomique stable. En relation avec ce dernier point, l'étude a également noté que les États fragiles d'Afrique ont besoin d'une gestion macroéconomique unique. En effet, la politique macroéconomique dans ces États a pour objectif supplémentaire d'établir la légitimité de l'État et d'éviter le risque de rechute dans le conflit.

Compte tenu de ces besoins uniques, les États fragiles d'Afrique se caractérisent également par les trois éléments suivants, qui doivent être pris en compte dans la politique macroéconomique de ces États :

- a) Une compréhension, basée sur l'économie politique, de la cause du conflit et de la manière dont il détermine la nature de la croissance - que cette croissance soit ou non axée sur la distribution. Cela souligne la nécessité d'inscrire la gestion macroéconomique dans un contexte institutionnel et d'économie politique plus large.

- b) Le financement classique de la croissance par la mobilisation des ressources intérieures est généralement limité et, par conséquent, la croissance de ces économies peut être fortement tributaire des recettes des exportations de ressources naturelles si le pays est riche en ressources et/ou de l'afflux important d'aide qui comprend des flux générateurs de dette. Le financement du déficit se produit généralement lorsque les deux premiers éléments ne sont pas disponibles, ce qui aggrave encore la fragilité de l'État par l'instabilité macroéconomique. Le traitement de ces questions nécessite une gestion macroéconomique appropriée. En outre, le problème de la capacité d'absorption et le défi de la reconstruction du secteur financier sont des caractéristiques durables de ces États.
- c) Tout cela se fait dans un contexte de faiblesse des institutions, de la gouvernance et du capital humain, qui appelle lui-même un renforcement des capacités. Comme pour les autres facettes de ces États, cette déficience est également évidente dans le domaine de la gestion macroéconomique.

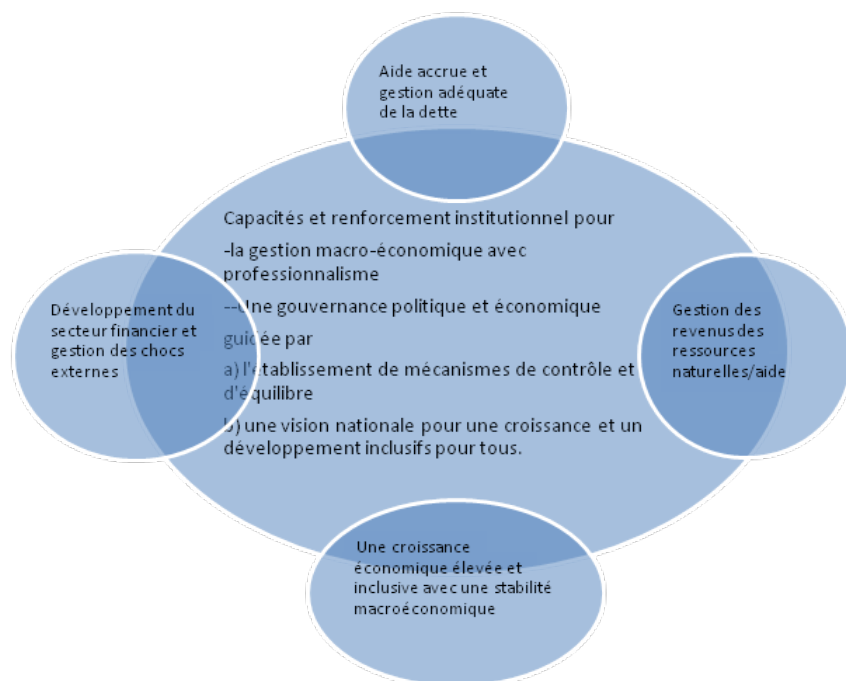
Toutes ces questions ont des ramifications macroéconomiques, comme le "syndrome hollandais" et les problèmes de réponse fiscale, qui nécessitent une politique macroéconomique idoine et une gestion macroéconomique judicieuse.

L'analyse empirique menée dans cette étude a confirmé l'importance de reconnaître les caractéristiques susmentionnées des États fragiles africains pour parvenir à la stabilité macroéconomique. Plus précisément, nous avons constaté, premièrement, que l'amélioration de la gouvernance et la mise en place de politiques inclusives et démocratiques constituent un facteur important pour la stabilité macroéconomique à court terme. À long terme, une amélioration de la gouvernance économique et des institutions pertinentes, ainsi qu'une gestion judicieuse de la dette sont importantes pour la stabilité macroéconomique. Troisièmement, le degré de profondeur financière et donc la reconstruction du secteur financier aide les pays à éviter l'instabilité macroéconomique et à améliorer la transition de la fragilité de l'État à la résilience. Quatrièmement, la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles entraîne l'instabilité macroéconomique à court terme, bien qu'elle n'ait pas d'effet statistiquement significatif à long terme. En outre, la croissance économique et l'augmentation des flux d'aide sont des facteurs importants et positifs pour passer de la fragilité à la résilience des États.

Toutes ces orientations politiques sont difficiles à mettre en œuvre dans les États africains en raison de la faiblesse des capacités humaines et institutionnelles. Il est donc nécessaire de renforcer les capacités humaines et institutionnelles en tenant compte des conflits et en prévoyant des contrôles et des équilibres, une croissance inclusive à long terme et une vision nationale partagée pour un gain mutuel. À court terme, ces lacunes en matière de capacités pourraient être comblées par une assistance technique. Cette assistance technique doit avoir le double objectif d'effectuer le travail réel et de renforcer les capacités locales (par exemple par une formation continue) en même temps. Il pourrait être utile d'impliquer la diaspora, s'il y en a une, dans ce but,

car on constate généralement qu'elle déclenche des conflits lorsqu'elle est laissée de côté. L'étude a également montré que ces orientations macroéconomiques aideront la FE à passer à la résilience ; la résilience étant définie comme une condition dans laquelle une force institutionnelle, une capacité et une cohésion sociale suffisantes permettent à l'État de promouvoir la sécurité et le développement et de répondre efficacement aux chocs (FMI, 2014). Ce cadre politique est résumé dans la figure 4.

Figure 4 : Cadre politique pour la gestion macroéconomique dans les États fragiles d'Afrique



Remarques

1. Je remercie Anke Hoeffler d'avoir souligné ce point lors du séminaire de politique générale du CREA à Harare, au Zimbabwe.
2. Je suis reconnaissant au discutant de mon article (le professeur Margaret Chitiga-Mabugu) lors du séminaire de politique générale du CREA à Harare d'avoir souligné ce point.
3. Le livre original a été publié en russe en 1930, tandis que la version anglaise est apparue en 1979.
4. Alemayehu (2002) a utilisé ce modèle de classification "Amin-Nzula" pour construire des modèles macroéconomiques régionaux afin d'intégrer l'Afrique dans les modèles macroéconomiques mondiaux. Récemment, Mkandawire (2010) a déployé avec succès le même modèle pour expliquer la variation des résultats du recouvrement des impôts et de la capacité de l'État à cet égard dans les pays du continent.
5. Contrairement à Acemoglu et al. (2001) pour qui cette capacité étatique est simplement une confirmation que les économies des colonisateurs blancs avaient de meilleures institutions (développementales) alors que les autres ont des institutions extractives héritées par les États postcoloniaux, Mamdani (2018), Mkandawire (2010) et Alemayehu (2002,2019) ont soutenu que c'est le résultat d'une structure étatique coloniale répressive. Ainsi, son effet après l'indépendance pourrait également être, comme cela a été historiquement le cas, répressif et pas nécessairement de nature à favoriser le développement. En outre, un excellent contrefactuel à cet argument de "développement" est la forte structure étatique de l'Éthiopie, qui n'a pas été colonisée du tout (voir Alemayehu, 2008).
6. Selon les données de la BAD (voir Jones, 2013), l'Afrique a connu une croissance de 6,6 % et 4,8 % en 2012 et 2013, respectivement. Au cours de cette période, les économies africaines axées sur les facteurs ont connu une croissance de 9,0 % et de 6,5 %. Les économies africaines fragiles n'ont progressé que de 4,5 % et 5,5 %, respectivement, au cours de la même période (les économies africaines reposant sur l'investissement, qui sont relativement les économies africaines les plus avancées, ont progressé de 2,8 % et 3,1 %, respectivement). Ces regroupements de pays de la BAD sont basés sur la classification analytique donnée dans Alemayehu et Addis (2018).

7. L'indicateur de capacité de l'ACBF (ACI) est composé de différents indicateurs qui comprennent des indicateurs de : l'environnement politique, les processus de mise en œuvre (ce groupe évalue dans quelle mesure les pays sont préparés à fournir des résultats), les résultats du développement (se réfère aux résultats tangibles) et les résultats du développement des capacités qui mesurent largement le changement de la condition humaine.
8. Les autres facteurs sont le faible niveau de revenu par habitant, le fait d'avoir une jeunesse masculine instruite et pauvre, et l'incapacité à développer des institutions démocratiques fortes (Elbadawi et Sambanis, 2000b : 9-10).
9. Le vol des banques par les initiés et les élites est une manifestation de l'effondrement plus général de la gouvernance qui caractérise le glissement vers la guerre civile. Là encore, les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre, les réponses politiques étant un facteur déterminant de la gravité de l'impact sur le secteur financier. Certains États peuvent recourir à la presse pour financer la guerre et la reconstruction post-conflit, et ils peuvent être incapables d'empêcher l'effondrement du système bancaire et de sa réglementation - ou ne pas vouloir le faire si les acteurs étatiques eux-mêmes volent les banques (le cas du Zaïre de Mobutu dans les années 1990) - tandis que d'autres États peuvent gérer l'économie de guerre raisonnablement bien, conservant ainsi la confiance du public dans la monnaie et le système financier dans son ensemble - ce qui a été largement le cas de l'Érythrée et de l'Éthiopie pendant leur guerre de 1998-2000 (Addison et al., 2005).
10. En fait, il sera très intéressant de comparer et de contraster les deux approches afin de " déduire la meilleure explication " (Lipton, 1991 ; Lawson, 1989 ; Wuyts, 1992 ; Alemayehu, 2017c).).
11. Soustraire Yt-1 de chaque côté de l'équation (3) et en ajoutant et soustrayant Xt-1 dans le côté droit de l'équation résultante donne l'équation (4).
12. Cette forme finale pourrait également être donnée dans un modèle vectoriel à correction d'erreurs (VECM) donné dans le tableau A de l'annexe A3.
13. Le résultat théoriquement correct mais statistiquement non significatif de la variable inflation semble contredire les conclusions du modèle ARDL ci-dessus, dans lequel l'"inflation" est considérée comme l'indicateur clé de la fragilité des États. Cependant, l'inflation reste cruciale. Nous avons trouvé un résultat statistiquement non significatif dans les modèles Tobit/Probit parce que le reste des régresseurs sont des variables qui expliquent l'inflation (et donc fortement corrélées avec l'inflation) comme le montre le modèle ARDL ci-dessus. Il s'agit donc d'une variable redondante dans ces modèles Tobit/Logit. Pour s'en convaincre, nous avons effectué une régression séparée sans inflation (non signalée) et les résultats sont restés inchangés. En outre, dans une autre version des mêmes modèles où nous avons utilisé l'inflation (sans logarithme, en soupçonnant que le résultat est lié à l'utilisation de son taux de croissance), nous avons constaté qu'elle avait un coefficient négatif statistiquement significatif (non signalé).

Références

- ACBF. 2016. Annual Report. Harare: African Capacity Building Foundation.
- ACBF. 2013. *African capacity indicators 2013: Capacity development for natural resource management*. Harare: African Capacity Building Foundation
- Acemoglu, D. Simon Johnson, and James A. Robinson (2001), 'The Colonial Origins of Comparative Development: An Empirical Investigation' *American Economic Review*, 95(1): 13369–1461.
- Acemoglu, D., Johson, S., Robinson, J. and Thaicharoen, Y. 2003. "Institutional causes, macroeconomic symptoms: Volatility, crises and growth". *Journal of Monetary Economics*, 50: 49–123.
- Addison, T. 2001. "Reconstruction from war in Africa: Communities, entrepreneurs, and states". CSAE Conference 2001: Development Policy in Africa, Oxford, March 29–31.
- Addison, T., Alemayehu Geda, Billon, P.L. and Murshed, S.M. 2005. "Financial reconstruction in conflict and post-conflict societies". *Journal of Development Studies*, 41(4): 704–720.
- Ajakaiye, O. and Ali, A.A.G. 2009. "Managing post-conflict recovery in Africa: An overview". *Journal of African Economies*, 18 (1): i3–i11.
- Alemayehu Geda. 2008. "The Political Economy of Growth in Ethiopia", in Benno Ndulu, Stephen A.O'connell, Jean_PaulAzam, RoberH.Bates, Augustin K. Fosu, Jan Willem Gunning and Dominique Njinkeu (eds). *The Political Economy of Growth in Africa: 1960–2000*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Alemayehu Geda and Addis Yimer. 2015. "Political and Development Imperative of Growth, Poverty and Inequality in Ethiopia in the last Decade (2000–2013)"; in Desalegne Rahameto (ed), *Rethinking Development Strategy in Ethiopia*. Addis Ababa: FSS and GTZ.
- Alemayehu Geda and Addis Yimer. 2018. "Determinants of foreign direct investment inflows to Africa: A panel co-integration evidence using new analytical country classification", in *Determinants of Economic Growth in Africa*, pp. 55-93. Palgrave Macmillan, Cham, 2018.
- Alemayehu Geda and Befekadu Degefe. 2005. "Conflict, Post-Conflict and Economic Performance in Ethiopia" in Fosu, A and P. Collier, eds. (2005). *Post Conflict Economies in Africa*. London: Palgrave-McMillan.
- Alemayehu Geda and Kayizzi-Mugerwa, S. 2013. "Sudan and South Sudan: Ensuring mutual viability through macroeconomic cooperation". *Zambian Social Science Journal*, 3(1): 45–73.
- Alemayehu Geda. 2019. *The historical origin of African economic crisis and its legacy: African trade and finance, from colonialism to China*. Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishers.

- Alemayehu, Geda. 2002. *Finance and trade in Africa: Macroeconomic response in the world economy context*. Basingstoke/New York: Palgrave-McMillan.
- Alemayehu, Geda. 2008. "The political economy of growth in Ethiopia". In Benno Ndulu, Stephen A. O'Connell, Jean Paul Azam, Robert H. Bates, Augustin K. Fosu, Jan Willem Gunning and Dominique Njinkeu (eds). *The Political Economy of Growth in Africa: 1960–2000*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Alemayehu, Geda. 2011. "Capacity building in fragile and post-conflict states in Africa". *World Journal of Entrepreneurship, Management and Sustainable Development*, 7(2): 217–266.
- Alemayehu, Geda. 2012. Resource flows from booming natural resource (commodity) trade and macroeconomic challenges in Africa: Implications for macro policy and capacity building. A background study for African Capacity Building Foundation. Harare: African Capacity Building Foundation.
- Alemayehu, Geda. 2013. Africa's economic engagement with the emerging south. A background study for African Export-Import Bank, Afrexim Bank, Cairo.
- Alemayehu, Geda. 2017a. Macroeconomic management in fragile states of Africa: Issues and challenges. AERC Framework Paper, Nairobi, Kenya.
- Alemayehu, Geda. 2017b. African economic engagement with China and the emerging south: Implications for structural transformation. Paper presented at AERC Senior Policy Seminar, 4th December, Dakar, Senegal.
- Alemayehu, Geda. 2017c. "African economies and relevant economic analysis: A structuralist approach to economic research in Africa". *Journal of African Transformation*, 2(1): 1–34.
- Ali, A. 2009. "A policy framework for transiting from post-conflict recovery to sustainable development in Sub-Saharan Africa". *Journal of African Economies*, 18: i53–i76.
- Amin, Samir. 1972. "Underdevelopment and Dependence in Black Africa: Historical Origins and Contemporary Forms", *Journal of Modern African Studies*, 10.4 (1972): 503–24.
- Arezki, Rabah, and Thorvaldur Gylfason (2013). "Resource rents, democracy, corruption and conflict: Evidence from sub-Saharan Africa." *Journal of African Economies*, 22. (4): 552–569.
- Armand, Mboutcouang Kountchou, Wang Sonne Soazic Elise and Gadam Ojal Gadam. 2019. "The Local Impact of Armed Conflict on Children's Nutrition and Health Outcomes: Evidence from Chad" (AERC Country Case Studies, Collaborative Research Project on Growth, and Poverty in Fragile States of Africa. Nairobi: AERC).
- Atieno, Rosemary and Theresa Moyo and Owen Nyangoro (2019), "Service Delivery in Fragile States: The Case of Health Sector in Zimbabwe" (AERC Country Case Studies, Collaborative Research Project on Growth and Poverty in Fragile States of Africa. Nairobi: AERC)
- Auty, R. 2001. "The political state and the management of mineral rents in capital surplus economies: Botswana and Saudi Arabia". *Resource Policy*, 27(2): 77–86.
- Avendaño, R., Reisen, H. and Santos, J. 2008. The macro management of commodity booms: African and Latin American response to Asian demand. Working Paper 270. OECD Development Centre.
- Azam, J. P. 2001. Looting and conflict between ethno-regional groups: Lessons for state formation in Africa. Mimeo. University of Toulouse.

- Babajide, Adedoyin and Victor Ajayi. 2019. "The Impact of Conflict on State Capacity in Nigeria" (AERC Country Case Studies, Collaborative Research Project on Growth and Poverty in Fragile States of Africa. Nairobi: AERC)
- Banerjee, A., Dolado, J., Galbraith, J.W. and Hendry, D.F. 1993. *Co-integration, error-correction, and the econometric analysis of non-stationary data*. Oxford: Oxford University Press.
- Bertocchi, G. and Guerzoni, A. 2010. Growth, history or institutions? What explains state fragility in Sub-Saharan Africa. Discussion No. 4817, University of Modena and Reggio Emilia, Bonn, Germany.
- Brahmbhatt, M., Canuto, O. and Vostroknutova, E. 2010. "Dealing with Dutch Disease". *Economic Premise*, June 2010, No. 6, World Bank.
- Budina, N., Pang, G. and Van Wijnbergen, S. 2007. Nigeria's growth record: Dutch disease or debt overhang? Working Paper 4256, Washington DC: World Bank.
- Burnside, C. and Dollar, D. 2000. "Aid, policies, and growth". *American Economic Review*, 90 (4): 847–868.
- Cárdenas, M., Ramírez, S. and Tuzemen, D. 2011. *Commodity dependence and fiscal capacity*. Latin America Initiative at the Brookings.
- Carment, D., Samy, Y. and Prest, S. 2008. "State fragility and implications for aid allocation: An empirical analysis". *Conflict Management and Peace Science*, 25:349–373.
- Chauvet, L. and Collier, P. 2008. "What are the preconditions for turnarounds in failing states?" *Conflict Management and Peace Science*, Vol. 25, No. 4.
- Chudik, A. and Pesaran, M.H. (2015). Common correlated effects estimation of heterogeneous dynamic panel data models with weakly exogenous regressors., *Journal of Econometrics*, 188(2): 393–420.
- Collier, P. 2000a. Policy for post-conflict societies: Reducing the risk of renewed conflict. Paper for the economics of political violence, March, 2000, Princeton University.
- Collier, P. 2000b. *Economic causes of civil conflict and their implication for policy*. Washington DC: World Bank.
- Collier, P. 2009. "Post-conflict recovery: How should strategies be distinctive?" *Journal of African Economies*, 18(S1): i99–i131.
- Collier, P. 2009. *Wars, guns, and votes: Democracy in dangerous places*. New York: HarperCollins Publishers.
- Collier, P. and A. Hoeffler. 2004. "Aid, policy and growth in post-conflict countries". *European Economic Review*, 48(5):1125–45.
- Collier, P. and Hoeffler, A. 2002a. Aid, policy, and growth in post-conflict societies. World Bank Policy Research Working Paper 2902.
- Collier, P. and Hoeffler, A. 2002b. Greed and grievance in civil war. Centre for the Study of African Economies, WPS/2002-01, Oxford University, Oxford.
- Collier, P., Hoeffler, A. and Söderbom, M. 2004. "On the duration of civil war". *Journal of Peace Research*, 41(3): 253–273.
- Corden, M. 1984. "Booming sector and Dutch Disease economics: Survey and Consolidation". *Oxford Economic Papers*, 36: 359–80.
- Cramer, C. 1999. The economics and political economy of conflict in Sub-Saharan Africa. CDPR Discussion Paper 1099, SOAS, University of London.

- Cramer, C. 2001. Economic inequality and civil conflict. CDPR Discussion Paper 1501, SOAS, University of London.
- Cramer, C. 2006. *Civil war is not a stupid thing: Accounting for violence in developing countries*. London: Hurst and Company Publishers.
- CSFGD, Commission on State Fragility, Growth and Development. 2018. Escaping the fragility trap. London: LSE and Oxford.
- David, Antonio C., Fabiano Rodriguez Bastos, and Marshall Mills, 2011, "Post-Conflict Recovery: Institutions, Aid, or Luck?" IMF Working Paper 11/149 (Washington: International Monetary Fund)
- Dehn, J. 2001. The effects on growth of commodity price uncertainty and shocks. World Bank Policy Research Working Paper 2455, Washington, DC: World Bank.
- Dehn, Jan (2001) The effects on growth of commodity price uncertainty and shocks. Washington, DC: World Bank (World Bank Policy Research Working Paper 2455).
- Demetriades, P. and Law, S.H. 2006. "Finance, institutions and economic growth". *International Journal of Finance and Economics*, 11(3):245–260.
- DfID. 2005. *Why we need to work more effectively in fragile states*. London: DfID.
- DIFID. 2010. *The politics of poverty: Elites, citizens and states: Findings from ten years of DFID-funded research on governance and fragile states 2001–2010 - a synthesis paper*. London: DIFID.
- Dogan, I., Tülüce, N.S. and Dogan, A. 2014. "Dynamics of health expenditures in OECD countries: Panel ARDL approach". *Theoretical Economics Letters*, 4:649-655. Available at SciRes. <http://www.scirp.org/journal/tel>.
- Dollar, D. and Kraay, A. 2001. Growth is good for the poor. World Bank Policy Research Working Paper No. 2587. Washington DC: World Bank.
- Edinger, H. and Pistorius, C. 2011. "Aspects of Chinese investment in the African resources sector". *Journal of the Southern African Institute of Mining and Metallurgy*, 111: 501–510.
- Edris H. Seid, Haile Kebret and Ali Issa Abdi (2019), "The State of Political Instability and Its Impact on Trade in South Sudan: A Critical Assessment" (AERC Country Case Studies, Collaborative Research Project on Growth and Poverty in Fragile States of Africa. Nairobi: AERC)
- Elbadawi, I. and Sambains, N. 2000b. "Why are there so many civil wars in Africa? Understanding and preventing violent conflict". *Journal of African Economies*, 9(3): 244–269.
- Elbadawi, I. and Sambanis, S. 2002. How much war will we see? Estimating the incidence of civil war in 161 countries. Washington DC: World Bank. Available at <https://www.Citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download>.
- Englebert, P. and Tull, D. 2008. "Post-conflict reconstruction in Africa: Flawed ideas about failed states". *International Security*, 32(4):106–139.
- Fearon, J. and Latin, D. 2003. "Ethnicity, insurgency and civil war". *American Political Science Review*, 97(1): 75–90.
- Griffin, K. 1970. "Foreign capital, domestic savings and economic development". *Bulletin of the Oxford University Institute of Economics and Statistics*, 32: 99–112.
- Grossman, H.I. 1991. "A general equilibrium model of insurrections". *American Economic Review*, 81(4): 912–921.

- Gylfason, T. 2000. "Natural resources, education, and economic development". *European Economic Review*, 45(4-6): 847-859.
- Heinrich, A. 2011. Challenges of a resource boom: Review of the literature. Working Paper No. 114 – April, Forschungsstelle Osteuropa, Bremen.
- Heller, P.S. 1975. "A model of public fiscal behaviour in developing countries: Aid, investment and Taxation". *The American Economic Review*, 65 (3): 429-445.
- Hirschman, A.O. 1995. *A propensity to self-subversion*. Cambridge, Massachusetts: Harvard University Press.
- Humphreys, M. and Sandbu, E.M. 2007. "The political economy of natural resource Funds". In Humphreys, M., Sachs, D.J. and Stieglitz E.J. (eds), *Escaping the Resource Curse*. New York: Columbia University Press.
- IDA. 2007. *Operational approaches and financing in fragile states*. Washington DC: World Bank.
- IMF. 2014. *Regional economic outlook: Sub-Saharan Africa staying the course*. Washington, D.: International Monetary Fund.
- Iqbal, Z. and Starr, H. 2008. "Bad neighbours: Failed states and their consequences". *Conflict Management and Peace Science*, 25: 294-315.
- Ismail, K. 2010. The structural manifestation of the 'Dutch Disease': The case of oil exporting countries. Working Paper 10/103. Washington DC: International Monetary Fund.
- Johansen, S. 1991. "Estimation and hypothesis testing of cointegration vectors in Gaussian Vector Autoregressive Models". *Econometrica*, 59(6): 1551-1580.
- Jones, B. 2013. "Fragile states: Taking part in Africa's inclusive growth take-off". *African Economic Brief*, 4(4):1-12.
- Lawson, T. 1989. "Abstracts, tendencies and stylized facts: A realist approach to economic analysis". In T. Lawson, J.G. Palma and J. Sender (eds), *Kaldor's Political Economy*. London: Academic Press.
- Lipton, P. 1991. *Inference to the best explanation*. London: Rutledge.
- Little, I.M.D., Cooper, R.N., Corden, W.M., Rajapatirana, S., 1993. *Boom, Crisis, and Adjustment: The Macroeconomic Experience of Developing Countries*. Oxford Univ. Press, Oxford
- Loayza, N.V. and Rancière, R. 2006. "Financial development, financial fragility, and growth". *Journal of Money, Credit and Banking*, 38(4):1051-1076.
- Mamdani, Mohammed. 2018. *Citizens and subjects: Contemporary Africa and the legacy of late colonialism*. New Jersey/Princeton: Princeton University Press.
- McGillivray, M. 2007. State fragility and aid effectiveness: Classification implications. Paper presented at the UNU-Wider Conference on Fragile States-Fragile Groups, 15-16 June, Helsinki.
- Mehrara, M. and Oskoui, N.K. 2007. "The sources of macroeconomic fluctuations in oil exporting countries: A comparative study". *Economic Modeling*, 24(3): 365-379.
- Michailof, S., Kostner, M. and Devictor, X. 2002. Post-conflict recovery in Africa: An agenda for the Africa region. World Bank Africa Region Working Paper Series No. 30. Washington, DC: World Bank.
- Miguel, E., Sayanath, S. and Sergenti, E. 2004. "Economic shocks and civil conflict: An instrumental variables approach". *Journal of Political Economy*, 112(4): 725-753.
- Mkandawire, Thandika. 2010. "On tax efforts and colonial heritage in Africa". *The Journal of Development Studies*, 46(10): 1647-1669, DOI: 10.1080/00220388.2010.50.

- Mlamboa, M.K, Kamarab, A.B. and Nyendeb, M. 2009. "Financing post-conflict recovery in Africa: The role of international development assistance". *Journal of African Economies*, 18(S1): i53–i76.
- Moore, Mick. 2004. *Revenues, State Formation, and the Quality of Governance in Developing Countries*. International Political Science Review July 2004 vol. 25 no. 3 297–31
- Morales, R.A. and Raei, F. 2013. The evolving role of interest rate and exchange rate channels in monetary policy transmission in EAC countries. IMF Working Paper No. WP/13/X. Washington, DC: International Monetary Fund.
- Mosley, P., Hudson, J. and Horrell, S. 1987. "Aid, the public sector and the market in less developed countries". *The Economic Journal*, 97(181): 616–641.
- Nafziger, E.W. and Auvinen, J. 1997. War, hunger, and displacement: An econometric investigation into the sources of humanitarian emergencies. WIDER Working Paper No. 142. Helsinki: UNWIDER.
- Ncube, M. and Jones, B. 2013. "Drivers and dynamics of fragility in Africa". *AfDB African Economic Brief*, 4(5): 1–16.
- Ndoricimpa, Arcade and Michel-Armel Ndayikeza (2019), "Economic Costs of Civil Conflicts: The Case of Burundi" (by (AERC Country Case Studies, Collaborative Research Project on Growth and Poverty in Fragile States of Africa. Nairobi: AERC)
- Ndoricimpa, Arcade and Michel-Armel Ndayikeza. 2018. Economic costs of civil conflicts: The case of Burundi. AERC Collaborative Research Project on Growth in Fragile and Post-conflict States in Africa.
- Noh, S.J. 1999. "A general equilibrium model of two-group conflict with endogenous intra-group sharing rules". *Public Choice*, 98(2): 251–67.
- Nzula, A.T., I. I. Potekhin, A. Z. Zusmanovich, Robin Cohen. 1979. *Forced Labour in Colonial Africa*. London: Zed Press.
- Obidegwu, C. 2004. Post-conflict peace-building in Africa: The challenges of socio-economic recovery and development. World Bank Africa Region Working Paper Series No. 73.
- Obinyeluaku, M. and Vieg, N. 2009. How does fiscal policy affect monetary policy in the Southern African Community (SADC)? MPRA Paper 15372, University Library of Munich, Germany.
- OECD. 2005. Principles for good international engagement in fragile states. Document commissioned by the Learning Advisory Process. Paris: OECD.
- OECD. 2015. *States of fragility 2015: Meeting post-2015 ambitions*. Paris: OECD.
- Oliver, R.A. and Atmore, A. 1967. *Africa since 1800*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pastor, M. and Boyce, J. 1997. The political economy of complex humanitarian emergencies: Lessons from El Salvador. Working Paper No. 131. Helsinki: UNWIDER.
- Pesaran, H. and Smith, R. 1995. "Estimating long-run relationships from dynamic heterogeneous panels". *Journal of Econometrics*, 68(1): 79–113.
- Pesaran, M.H. and Shin, Y. 1997. Long-run structural modeling. Unpublished manuscript, Cambridge: University of Cambridge.
- Pesaran, M.H. and Shin, Y. 1999. "An autoregressive distributed lag modeling approach to cointegration analysis". In: Strom, S. (Ed), *Econometrics and Economic Theory in the 20th Century*, Chapter 11, The Ragnar Frisch Centennial Symposium, Cambridge: Cambridge University Press.

- Pesaran, M.H. and Smith, R. 1995. "Estimating long-run relationship from dynamic heterogeneous panels". *Journal of Econometrics*, 68:79–113.
- Pesaran, M.H., Shin, Y. and Smith, R.J. 1997. Pooled estimation of long-run relationships in dynamic heterogeneous panels. Department of Applied Economics, University of Cambridge.
- Pesaran, M.H., Shin, Y. and Smith, R.P. 1999. "Pooled mean group estimation of dynamic heterogeneous panels". *Journal of the American Statistical Association*, 94(446): 621–634.
- Prest, S., Gazo, J. and Carment, D. 2005. Working out strategies for strengthening fragile states: The British, American and German experience. Paper presented at the Conference on Canada's Policy towards Fragile, Failed and Dangerous States.
- Renard, M.F. 2011. China's trade and FDI in Africa. AfDB Working Paper No. 126 (May). Tunis: African Development Bank.
- Renyan-Querol, M. 2002. "Ethnicity, political systems and civil wars". Institut d'Analisis Economic (IAE), Spain, mimeo.
- Sachs, Jeffrey D. 1989. "Social Conflict and populist policies in Latin America", NBER Working Paper Series, 2897. NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH, Massachusetts, Cambridge, MA
- Salter, W.E.G. 1959. "Internal and external balance: The role of price and expenditure effect". *The Economic Record*, 35(71): 226–238.
- Samargandi, N., Fidrmuc, J. and Ghosh, S. 2013. Is the relationship between financial development and economic growth monotonic for middle income countries? Working Paper No. 13–21, Department of Economics and Finance, Brunel University, London.
- Sambanis, N. 2001. "Do ethnic and nonethnic civil wars have the same causes? A theoretical and empirical inquiry". *Journal of Conflict Resolution*, 5(3): 259–282.
- Sambanis, N. 2008. List of civil wars: Updated to 2006. Available at <http://pantheon.yale.edu>.
- Satyanath, S. and Subramanian. 2004. *What determines long-run macroeconomic stability democratic institutions*. Washington DC: International Monetary Fund.
- Sindu Kebede, Ghassan Baliki and Evans Ngenoh. 2019. "Inter-relationship between Fragility and Poverty: A Micro-level Analysis in Kenya" (AERC Country Case Studies, Collaborative Research Project on Growth, and Poverty in Fragile States of Africa. Nairobi: AERC)
- Stewart, F. 1998. The root causes of conflict: Evidence and policy implication. Paper prepared for Conference on 'War, Hunger and Displacement: The Economic and Politics of the Prevention of Humanitarian Emergencies', Stockholm 15–16, June, UNU/WIDER.
- Stewart, F. 2010. Horizontal inequalities as a cause of conflict: A review of CRISE findings. University of Oxford: Centre for Research on Inequality, Human Security and Ethnicity.
- Swan, T.W. 1960. "Economic control in a dependent economy". *The Economic Record*, 36(73): 51–66.
- Tello, W.P., Peschiera, J.A. and Rondan, N.R. 2005. Sources of economic instability: Re-institutional factors the most important. Unprocessed, Banco Central de Reserva del Peru.
- Thomas, R.L. 1993. *Introductory econometrics: Theory and application*. London: Longman.
- UNDP (2018). Human Development Report 2018. New York: United Nations Development Programme
- UNDP. 2011. *Conflict prevention in resource-rich economies*. New York: United Nations Development Programme.

- Van Wijnbergen, S. 1984. "The 'Dutch Disease': A disease after all?", *The Economic Journal*, 94(373): 41–55.
- Westerhoff, F. 2004. "Market depth and price dynamics: A note". *International Journal of Modern Physics*, 15(7): 1005–1012.
- White, H. 1992. "The macroeconomics impact of development aid: A critical survey". *Journal of Development Studies*, 28 (2): 163–240.
- World Bank (2018). World Development Indicators. Washington, D.C., The World Bank.
- World Bank. 2008. Country Policy and Institutional Assessment 2008: Assessment Questionnaire. Operations Policy and Country Services. September 5. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2010. The World Bank's Country Policy and Institutional Assessment an Evaluation. Washington, DC: World Bank.
- World Bank. 2015. *CPIA Africa: Assessing Africa's policies and institutions (Including Djibouti and Yemen)*, Washington, DC: World Bank.
- Wuyts, Mark. 1992. "Theory, fact and method", in *SOAS Research Method in Financial Economics*, SOAS, University of London.

Annexe

Tableau A1 : Fragilité de l'État à l'aide de divers indices : Une comparaison avec les classifications de la Banque mondiale/AfDB CPIA et de l'OCDE.

	*Indice de faiblesse de l'État (ISW) (Échelle de 0 à 10) [2008]	**Index des états fragiles (FSI) (de 0 à 120) [2019]	***Indice CIPF [Un score >3,5 est fragile]. [2016]	****Indice de paix global, IPG [varie de 1 à 3,6] [2018]
Burundi [CB]	3.21	98.2	6.85	2.488
République centrafricaine [CB]	3.33	108.9	7.39	3.236
Tchad*	3.90	108.5	7.60	2.498
Comores	5.20	81.7	6.34	NA
Congo* [CB]	4.56	92.5	6.41	2.343
Côte d'Ivoire* [WA]	3.66	92.1	6.42	2.207
RD Congo* [CB]	1.67	110.2	6.76	3.251
Égypte	NA	88.4	5.64	2.632
Érythrée	3.84	96.4	7.22	2.522
Guinée* [WA]	4.67	99.4	6.80	2.101
Guinée-Bissau [WA]	4.16	95.5	6.70	2.275
Libéria* [WA]	3.64	90.2	6.65	1.931^
Libye* [WA]	NA	92.2	6.05	3.292
Madagascar [ESA]	5.65	80.9	5.89	1.766^
Malawi [ESA]	5.60	83.3	6.07	1.811*
Mali [WC]	55.85	94.6	7.00	2.686
Mauritanie	5.30	90.1	6.48	2.355
Sao Tomé et Príncipe^	NA	71.1	5.92	NA
Sierra Leone* [WA]	3.77	86.8	6.39	1.740^
Somalie	0.52	112.3	7.45	3.367
Soudan	3.29	108.0	7.08	3.155
Sud Soudan	NA	112.2	7.63	3.508
Togo [WA]	4.80	87.4	6.29	2.104
Zimbabwe [ESA]	3.44	99.5	6.39	2.326

suite page suivante

Tableau A1 Continué

	*Indice de faiblesse de l'État (ISW) (Échelle de 0 à 10) [2008]	**Index des états fragiles (FSI) (de 0 à 120) [2019]	***Indice CIPF [Un score >3,5 est fragile]. [2016]	****Indice de paix global, IPG [varie de 1 à 3,6] [2018]
États africains fragiles selon la définition de l'OCDE				
Cameroun* [WA]	5.12	97.0	6.50	2.484
Éthiopie	4.46	94.2	6.74	2.524
Kenya+ [ESA]	5.65	93.5	6.19	2.354
Niger [WA]	4.60	96.2	6.93	2.359
Nigeria+* [WA]	4.88	98.5	6.57	2.873
Rwanda [CB]	4.68	87.4	5.77	2.140
Ouganda [ESA]	4.86	95.3	6.60	2.168
Angola	3.72	87.8	6.25	2.048

Note : * ISW : <5 se situent dans le quantile inférieur du classement et sont des États gravement faibles, tandis que ceux qui ont obtenu un score supérieur à 5 sont des États faibles. Les deux correspondent à une fragilité de l'État.

**Si le score est compris entre 70 et 90, l'état de fragilité est à un niveau d'"alerte", et s'il est compris entre 100 et 120, l'état de fragilité est à un niveau d'"alerte". Un score de 40 à 70 est considéré comme un indicateur d'un état "stable".

*** L'indice CIPF fait référence aux "Indicateurs nationaux de politique étrangère". Si l'indice d'un pays est supérieur à 3,5, il est considéré comme un État fragile. Un indice de fragilité égal ou supérieur à 6,5 indique une situation à très haut risque.

**** Le GPI fait référence à l'"indice mondial de la paix". L'indice de l'état de paix en 2018 va du score de 1,096 [1er rang] pour l'Islande à 3,6 [le plus bas, classé 163] pour la Syrie. Ceux dont le score est >2,8 ont une "paix très basse (basse)"; un score de 2,3 à 2,7 indique une "paix basse" et un score de 2,02 à 2,3 une "paix moyenne". Les pays ayant une "paix élevée" dans le classement de la paix "très élevée", "élevée", "moyenne", "faible" et "très faible".

Tableau A2 : Causes et durée des conflits et résultats macroéconomiques (échantillon de pays d'Afrique subsaharienne dans l'étude du CREA)

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
Zimbabwe Atieno et Moyo (2019)	Le début de la crise économique du Zimbabwe remonte à la période 1997-2000. L'aventurisme militaire, qui a conduit le gouvernement à envoyer en 1998 11 000 soldats en République démocratique du Congo (RDC), a été un facteur déclenchant. Ensuite, le gouvernement a redistribué des terres sans compensation. Les invasions de terres se sont étendues sur plus de 5 millions d'hectares. La principale source de conflit a été une lutte pour le pouvoir et les terres sous la médiation d'acteurs extérieurs. La durée du conflit est longue, de 1997 à aujourd'hui, et son intensité augmente avec le temps.	Environnement hyper inflationniste, à un moment donné le plus élevé du monde. C'était à la fin d'octobre 2008, officiellement estimé à plus de 4000 millions de %. L'effet net a été une augmentation de l'incertitude et une réduction de la production agricole. Le parcours vers la reprise économique après une hyperinflation désastreuse vécue entre 2000 et 2009. Le pays a adopté la dollarisation en 2009, ce qui a favorisé la stabilité macroéconomique et une croissance économique positive. L'instabilité macroéconomique est fortement associée à la durée et à l'intensité des conflits

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
Burundi Ndoricimpa, Arcade et Ndayikeza (2019),,	Depuis son indépendance en 1962, le pays a connu six épisodes de conflits civils: en 1965, 1972, 1988, 1991, 1993-2013 et 2015. À l'exception du dernier conflit, qui a été alimenté par une vaste opposition à un troisième mandat de l'actuel président du Burundi, les autres conflits ont généralement été déclenchés par une insurrection hutue localisée au cours de laquelle des Tutsis ont été tués, suivie d'une répression militaire disproportionnée et sans distinction de la population hutue. Alors que pour d'autres, la cause profonde de la violence était l'exclusion politique et économique de la majorité hutue, il existe cependant un consensus sur le fait que les politiciens des deux camps ont utilisé l'ethnicité pour leur intérêt personnel. La durée du conflit a été longue. Il s'est également intensifié avec le temps. La source du conflit est le chagrin de la marginalisation et l'utilisation de l'idéologie ethnique pour contester le pouvoir et les ressources.	Au cours de la période 1961-1972, l'économie du Burundi s'est contractée quatre fois, à savoir de 13,7 % en 1961, de 0,3 % en 1968, de 1,5 % en 1969 et de 6,4 % en 1972, principalement en raison des troubles civils qui ont coûté la vie à des milliers de personnes. La période 1973-1992 a été caractérisée par moins de tensions politiques, à l'exception de l'année 1988 où des conflits civils ont eu lieu dans le nord du Burundi. Au cours de cette période, le PIB réel a augmenté en moyenne de 4 %. Les conflits civils, en particulier la guerre civile de 1993-2003, semblent avoir eu un impact négatif sur la performance économique du Burundi. L'inflation a été la plus élevée en 1977-1979 (jusqu'à 35 %); 1991a-1997 (jusqu'à 30 %); 1978-2003 (25 %); 2009 (25 %); 2012 (17 %) et 2015 (5 %). L'instabilité macroéconomique est fortement associée à la durée et à l'intensité des conflits.

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
Sud Soudan Edris H. Seid, et al (2019)	Le Sud-Soudan a obtenu son indépendance du Soudan en 2011 après plus de trois décennies de conflit et une période de transition de six ans (2005-2011). Il y avait un certain nombre de questions non résolues avec le Soudan, telles que l'utilisation des infrastructures pétrolières, la démarcation de la frontière commune et la division des dettes de l'État. Ces questions non résolues ont entraîné une détérioration des relations entre les deux pays, qui a ensuite dégénéré en un conflit interétatique en 2012. Au milieu de l'impasse frontalière et de l'instabilité politique endémique, le Sud-Soudan a sombré dans la guerre civile et les troubles politiques en 2013, qui se sont intensifiés au fil du temps. En juillet 2017, près de 2 million de Sud-Soudanais vivaient dans les pays voisins et beaucoup sont morts. Le conflit s'est intensifié avec le temps. La principale source de conflit est l'utilisation de l'idéologie ethnique dans la lutte pour le pouvoir et les ressources par l'élite.	Détérioration des performances économiques du pays, notamment après le déclenchement du conflit en 2013. En 2016, l'économie s'est contractée d'environ 14 %. Ce chiffre est passé à 6 % en 2017 La détérioration de la balance des comptes courants a conduit le gouvernement à laisser flotter son taux de change, ce qui a entraîné une forte baisse de la valeur de la livre sud-soudanaise (SSP). Cela a alimenté l'inflation du pays. Actuellement, le pays est en état d'hyperinflation ; avec une inflation enregistrée à 380,1% en 2016.... Le conflit a également aggravé le budget fiscal du pays et le déficit de la balance courante, entraînant une énorme baisse des réserves de change, une augmentation de la dette intérieure et extérieure. L'instabilité macroéconomique est fortement associée à la durée et à l'intensité du conflit. L'instabilité s'aggrave avec le temps.

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
TChad Armand et al (209)	Depuis son indépendance en 1960, le Tchad a été submergé par des conflits armés successifs, qui découlait de luttes ethniques et religieuses, de différends territoriaux ou de la lutte pour le contrôle des ressources naturelles dans le nord, puis pour la conquête du pouvoir central. C'est ainsi qu'est née la guerre civile de 1979-1982. Le Tchad a connu une grande instabilité politique en 1965 lorsque la rébellion a été soutenue par les pays voisins (notamment le Soudan et la Libye). Un accord de paix libyen en 2002 a mis fin à cette première séquence de conflit armé tchadien (1998-2002). Le conflit tchadien le plus récent s'est déroulé pendant la période 2005-2010. Malgré le conflit religieux et ethnique sous-jacent, la cause principale de ce conflit armé a été la lutte pour le leadership politique et le pouvoir au cours de cette période également. Le conflit s'est intensifié avec le temps. La principale source de conflit est l'utilisation de l'idéologie ethnique dans la lutte pour le pouvoir et les ressources par l'élite, sous la médiation des pays voisins..	La croissance du PIB en 1960 et 1961 a été respectivement de 1,4 % et 5,4 %. Elle est devenue généralement négative et a varié de -1,5 % à -2,6 % jusqu'en 1968 avant de s'établir à 6,8 % en 1969. Entre 1979 et 1982, elle est devenue -0,5% en 1978 et le stupéfiant -21,4% en 1979. Elle n'est devenue positive qu'en 1981 (1%). Cette croissance positive s'est poursuivie jusqu'en 1985 mais est restée très instable, variant de 1% à 21%. Elle est devenue -4% et -2,4% en 1986 et 1987, respectivement. Elle est redevenue positive jusqu'en 1990 avant de redevenir -4,2% en 1990. Entre 1998 et 2002: en 1998, elle était de 6,9%, puis a décéléré pour devenir négative en 1999 et 2000. De 2001 à 2010, la croissance est devenue positive mais instable, atteignant 13,5% en 2010 avant de décélérer à 0,1% en 2011. La croissance est restée positive de 2012 à 2015, où elle a oscillé entre 2,8 % et 8,9 %. Elle a décéléré à -6,3 % en 2016 et à -2,9 % en 2017. L'instabilité macroéconomique est fortement associée à la durée et à l'intensité du conflit ; l'instabilité s'aggravant avec le temps.

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
Kenya Sindu et al (2019)	Au Kenya, la période électorale est associée à des conflits. Au début, deux nouvelles élections multipartites en 1992 et 1997 se sont distinguées par le fait que le président Moi a eu recours à la violence extra-étatique pour conserver le pouvoir à tout prix. L'élection de 2002 s'est déroulée sans heurts. Cependant, peu après l'élection du président Kibaki en 2002, le gouvernement a été accusé d'utiliser les forces de police extrajudiciaires du gouvernement pour assassiner des membres du groupe Mungiki au lieu de les arrêter et de les juger. Après les violences post-électorales qui ont eu lieu en 2007 à la suite d'une élection contestée où Kibaki a été déclaré vainqueur, sur fond d'allégations de truquage, le Kenya a été classé par un certain nombre d'indices comme un État fragile depuis lors, L'élection présidentielle de 2013 n'a pas donné lieu à des violences systémiques, contrairement à celle de 2007. L'élection de 2017, en revanche, a été suivie de violences et d'une longue période d'incertitude politique. Les conflits sont périodiques et la violence s'est intensifiée au moment des élections. La source du conflit est généralement une lutte pour le pouvoir et les ressources (y compris pour faire partie du gouvernement - car le gouvernement est considéré comme une ressource que l'on peut dévaliser) en utilisant une idéologie ethnique par l'élite.	En 1971, le Kenya a connu une grave détérioration de sa balance commerciale, qui a conduit à la première crise de la balance des paiements. Cette crise s'est accompagnée d'une politique fiscale et monétaire expansionniste. La hausse des prix du pétrole en 1973/74 a constitué un autre choc majeur. Entre 1973 et 1975, l'inflation est passée de 9,3 % à 19,2 % et le crédit intérieur a augmenté de plus de 60 %. En 2000, la croissance a décéléré à 0,6 %, contre 2,3 % en 1999. Bien qu'elle soit remontée à 3,8 % en 2001, elle a de nouveau décéléré à 0,5 % en 2002 avant de remonter à 2,9 % en 2003 et à 5,1 % et 5,9 % en 2004 et 2005, respectivement. La croissance du PIB a été d'environ 6 à 7 % en 2006 et 2007, avant de ralentir à moins de 0,23 % en 2008. Elle a rebondi à environ 3 % en 2009 et à environ 8 % en 2010. Elle a ensuite décéléré pour atteindre environ 4,6 % en 2012. Elle s'est stabilisée entre 5 % et 6 % à partir de 2013. Elle est ensuite devenue 5,9 % et 4,9 % en 2016 et 2017, respectivement. La baisse de la croissance du PIB en 2017 est attribuée à une baisse de l'activité économique causée par l'incertitude politique due à la prolongation du cycle électoral. L'instabilité macroéconomique est sporadique et fortement associée aux violences et aux incertitudes électorales et post-électorales. Par rapport à l'instabilité de la croissance, la stabilité des prix était généralement meilleure.

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
Ethiopie (Alemayehu, 2008; Alemayehu et Yimer, 2015)	De 1974 à 1991, le pays a connu un régime militaire brutal et non démocratique, caractérisé par la guerre civile. L'intensité du conflit civil s'est intensifiée au fil du temps. 1992-2017 : régime relativement stable mais extrêmement antidémocratique, quasi-militaire à base ethnique, puis corrompu. Un conflit majeur a eu lieu en 2005 ; Le conflit couvait depuis 2005 mais s'est intensifié en 2015. Conflit intense entre 2016 et 2018 exécuté par un mouvement social et un soulèvement populaire conduisant à un changement radical de leadership en 2018. Ce changement a marqué le début des réformes politiques et économiques. Le conflit n'a cessé de croître au fil du temps et s'est intensifié juste avant le changement de régime (1974 ; 1991 ; 2016). La source du conflit est une lutte pour le pouvoir et les ressources (y compris pour faire partie du gouvernement - car le gouvernement est considéré comme une ressource que l'on peut dévaliser) à l'aide d'une idéologie ethnique depuis 1991 (auparavant, elle était basée sur la classe sociale).	La croissance du PIB entre 1974 et 1991 était de 3 à 4 % par an. Les prix étaient stables, l'inflation inférieure à 5 %, mais les marchandises étaient rationnées. Entre 1974/75 et 1989/90, la croissance s'est ralentie pour atteindre 2,3 %. La croissance était également extrêmement irrégulière - cette période a été marquée par l'escalade des conflits. Au cours de la période 1990/1991-1999/2000), le PIB a augmenté à un taux annuel moyen de 3,7 %. Et entre 2000 et 2015, le PIB a augmenté de 9,0 % par an. En 2015/16, la croissance du PIB était de 8,7 % et de 9,9 % en 2016/17. En 2017 et 2018, la croissance du PIB a décéléré à 7,2 % et 8 %, respectivement. Inflation 7,2 % en 2017 ; 13 % en 2018 ; L'inflation en 2005/06 était de 10,6 % et 6 %, respectivement, avant. Elle s'est accélérée pour atteindre 15,8 %, 25,3 % et 36,4 % en 2006/07, 2007/08 et 2008/09, respectivement. L'instabilité macroéconomique est sporadique et fortement associée aux années juste avant et après le changement de régime. Et après l'élection contestée de 2005 ; et 2 ans avant le changement de régime de 2018. Par rapport à la croissance, l'instabilité est moins problématique par rapport à l'inflation.

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Pays et source	Source et durée du conflit	Implications pour les résultats macroéconomiques
Nigeria Babajide, et Ajayi (2019)	Le Nigeria a connu des guerres civiles et un certain nombre de conflits récents après la transition du régime militaire au régime civil en 1999. Parmi les plus notables, citons le conflit lié au militantisme du delta du Niger dans le sud du pays, qui a fait plusieurs victimes. Le conflit de Boko Haram dans le nord-est du pays, qui s'est poursuivi jusqu'à ce jour, constitue un autre épisode. Le Nigeria a été le troisième pays le plus violent parmi les pays africains entre 2003 et 2013 et a subi le quatrième plus grand nombre de décès dus aux conflits. Environ 1 600 vies documentées ont été perdues dans des conflits violents pour la seule année 2015. Les conflits sont périodiques et violents. La source du conflit est une lutte pour le pouvoir et les ressources (y compris pour être au gouvernement - car le gouvernement est considéré comme une ressource que l'on peut dévaliser) en utilisant une idéologie religieuse et ethnique/ régionale par l'élite..	Un ensemble de données couvrant 37 États et 14 années, de 2000 à 2013, a révélé que l'augmentation des incidences de conflits entraîne une réduction du niveau de croissance du PIB réel par habitant et du ratio impôt/ PIB. Une corrélation négative est observée entre le ratio impôt/PIB (en tant qu'indicateur de la capacité de l'État) et le conflit au cours de cette période. La direction de la corrélation suggère que les États ayant un taux de conflit plus élevé connaissent un ratio recettes fiscales/PIB plus faible que les États plus pacifiques. Les résultats montrent également que les mesures de l'incidence des conflits, c'est-à-dire les conflits et les émeutes, sont robustes et négativement liées à la croissance économique. En particulier, les résultats montrent que la croissance du PIB par habitant est plus sensible à une incidence de conflit plus élevée que le ratio recettes fiscales/PIB. L'instabilité macroéconomique est sporadique et fortement associée à la violence et aux conflits. Tant la croissance que les indicateurs fiscaux sont négativement corrélés avec le conflit et son intensité..

suite page suivante

Tableau A2 Continué

Échantillons de preuves transversales	Miguel et al. (2004) utilisent la variation des précipitations comme variable instrumentale de la croissance économique dans 41 pays africains entre 1981 et 1999. Ils ont constaté que la croissance est fortement et négativement liée aux conflits civils, où un choc de croissance négatif de cinq points de pourcentage augmente la probabilité d'un conflit de moitié l'année suivante.
	Bloomberg et al. (2006) fournissent également un résultat similaire où une croissance plus faible augmente la probabilité d'un conflit et, à son tour, le conflit diminue la croissance économique en utilisant des données de panel pour plus de 152 pays de 1950 à 2000.
	Le FMI (2014) a également constaté que, premièrement, la fragilité est très persistante et que devenir résilient est associé à : (i) de bons indicateurs macroéconomiques, des investissements privés et des termes de l'échange favorables ; (ii) une marge de manœuvre en matière de politique budgétaire, notamment mesurée comme la capacité à augmenter les recettes publiques ; et (iii) un soutien international. Ensuite, le pays fragile médian riche en ressources a moins de chances de devenir résilient que le pays fragile médian pauvre en ressources; et enfin, l'étude souligne l'importance du renforcement des capacités pour la stabilité macroéconomique dans les États fragiles d'Afrique. Les études de cas présentées dans la même étude ont confirmé ces résultats transnationaux. L'analyse empirique d'Alemayehu (2017a) utilisant des données annuelles pour la période 1999 à 2014 pour un échantillon de 16 États africains fragiles et d'autres données annuelles pour la période 2005-2014 pour un autre échantillon qui contient 34 pays africains qui sont fragiles et ceux qui ont transité de la fragilité de l'État a confirmé : premièrement, l'amélioration de la gouvernance et la construction d'une politique inclusive et démocratique à long terme et l'amélioration de la politique macroéconomique et des institutions connexes à court terme pour être des facteurs importants pour la stabilité macroéconomique dans les EF de l'Afrique.

Source : Compilation de l'auteur à partir des études du CREA

Tableau A3 : Test de cointégration résiduel de Pedroni

Série : LINF LEDGDP LM2GDP LRES GOV CPIAEMCR				
Echantillon : 1999 2014				
Observations incluses : 256 ; Sections transversales incluses : 16				
Hypothèse nulle : Pas de cointégration				
Sélection automatique de la longueur du retard basée sur SIC avec un retard maximum de 1				
Hypothèse alternative : coefficients AR communs. (Au sein de la dimension)				
	Statistique	Prob.	Statistique	Prob.
Panel v-Statistique	-0.321818	0.6262	-0.905966	0.8175
Panel rho-Statistique	1.523423	0.9362	1.333059	0.9087
Panel PP-Statistique	-7.344073	0.0000	-8.234115	0.0000
Panel ADF-Statistique	-7.209165	0.0000	-7.082521	0.0000
Hypothèse alternative: coefficients AR individuels (Au sein de la dimension)				
	Statistique	Prob.		
Groupe rho-Statistique	3.030552	0.9988		
Groupe PP-Statistique	-9.270880	0.0000		
Group ADF-Statistique	-8.477234	0.0000		

Tableau A4 : Test de cointégration résiduel de Kao

Série: LINF LEDGDP LM2GDP LRES GOV CPIAEMCR				
Echantillon : 1999 2014				
Observations incluses : 256				
Hypothèse nulle : Pas de cointégration				
Hypothèse de tendance : Pas de tendance déterministe				
Sélection automatique de la longueur du retard basée sur SIC avec un retard maximal de 3.				
Largeur de bande fixe de Newey-West et noyau de Bartlett				
			t-Statistique	Prob.
ADF			-4.806824	0.000
Variance résiduelle			0.046744	
Variance HAC			0.021256	



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique

Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org